



Évaluation de la réforme du CSA

# Évaluation du Comité de la sécurité alimentaire mondiale

**Premier avant-projet (pour discussion)  
31 janvier 2017**

## 1 Principales conclusions

1. Ce chapitre présente les principales conclusions de l'évaluation. Ces conclusions sont organisées autour des principales questions d'évaluation, regroupées sous les trois points suivants:
  - Est-ce que le CSA réformé parvient à réaliser les objectifs escomptés ?
  - Comment fonctionne le CSA réformé ?
  - Est-ce que l'approche collaborative multipartite du CSA mérite d'être dupliquée ?

### 1.1 Parvenir aux résultats escomptés

**Question d'évaluation clé 1.1** - Dans quelle mesure le CSA réformé a-t-il amélioré la coordination globale sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition?

#### Pertinence des thématiques abordées

2. La crise alimentaire de 2007-2008 a révélé un niveau élevé de fragmentation institutionnelle dans l'architecture globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La réforme a cherché, entre autres, à permettre au Comité de jouer un rôle central de coordination dans la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
3. Les membres et acteurs du CSA qui ont été interrogés estiment que le Comité se penche sur les thématiques pertinentes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Les membres du Comité ont notamment exprimé des opinions positives sur la pertinence des questions abordées par le Comité et ont mis l'accent sur l'approche consultative et fondée sur le consensus qui a prévalu pour le choix des thématiques que devra traiter le Groupe d'experts de haut niveau. Cette vision positive véhiculée par les membres du Comité concernant la pertinence des thématiques abordées par le Comité, rejoint les conclusions de *L'Enquête sur l'efficacité du CSA* qui a révélé que 61% des répondants issus des instances gouvernementales dans les pays analysés ont estimé que la pertinence des questions de sécurité alimentaire abordées par le CSA au niveau mondial est élevée. L'Enquête a également révélé que, dans d'autres catégories de répondants, à savoir, la société civile, le secteur privé, les organisations philanthropiques, le système des Nations Unies et le milieu universitaire, un peu moins de 50% ont estimé que le Comité est hautement pertinent.<sup>1</sup>
4. Parmi les personnes interrogées, 56 ont mentionné qu'il y a néanmoins des thématiques qui ne recevaient pas suffisamment d'attention ou n'étaient pas assez mises en avant dans l'ordre du jour du Comité. Ces questions sont présentées dans le Tableau 1. La thématique mentionnée le plus souvent est le Changement climatique, suivis par la Jeunesse, la Nutrition et les questions de Genre. Elles représentent également les questions identifiées en priorité par les interviewés issus des gouvernements. Les gouvernements, la société civile et les Agences basées à Rome estiment qu'il y a un besoin pour une plus grande focalisation sur la question du Suivi. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une question de

<sup>1</sup> Rapport d'Enquête sur l'efficacité du CSA, Juillet 2015

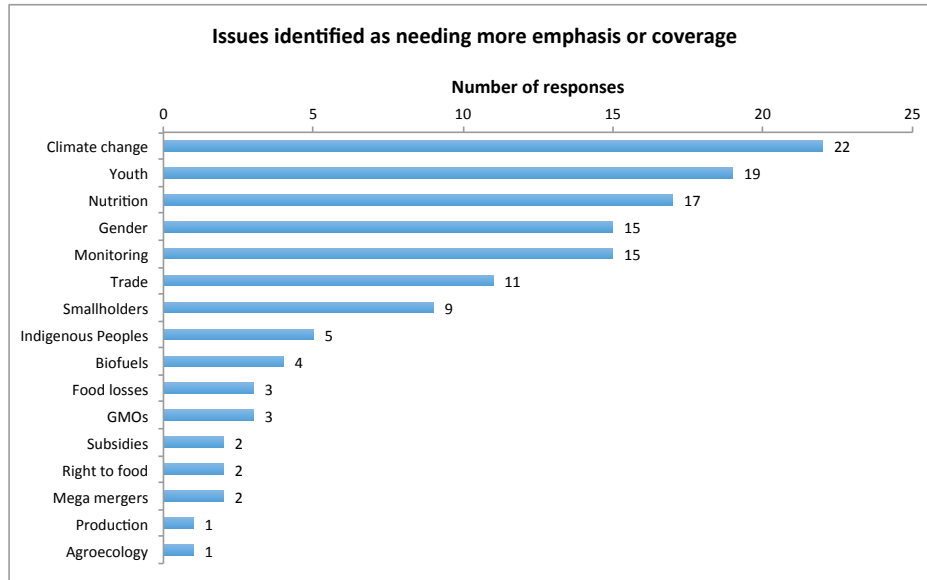
<sup>2</sup> Document de réforme du CSA: "La dimension nutritionnelle est intégralement partie de la sécurité alimentaire et du travail du CSA" ainsi que "faim et malnutrition" au Point #1.

<sup>3</sup> CFS 2015/42/12

<sup>4</sup> CFS 2015/42/12

"pertinence", le rapport identifie des préoccupations qui existent relatif au rôle de Suivi du Comité. Il y a eu deux réponses concernant la nécessité de mettre l'accent sur le Droit à une alimentation adéquate, une de la part des interviewés issus des gouvernements et l'autre de la part du Mécanisme de la société civile.

**Graphique 1: Thématiques nécessitant davantage d'attention ou d'investigation**



- Être pertinent implique également répondre à des questions urgentes et controversées qui ont des implications au niveau mondial. Les Mécanismes existants ne répondent pas de manière adéquate pour permettre au Comité d'être réactif face aux problèmes mondiaux urgents. Les Règles de procédure du Comité ne permettent pas la discussion de questions qui ne sont pas à l'ordre du jour, même si ces questions sont urgentes, importantes et très pertinentes. Le cas d'espèce est la question des méga-fusions soulevée lors de la CSA 43, mais qui n'a pu être discutée qu'en aparté étant donné qu'elle ne figurait pas à l'ordre du jour officiel. Le Comité a également un champ d'action très limité quand il s'agit de demander au Groupe d'experts de haut niveau de préparer des rapports supplémentaires ou de fournir d'autres conseils et recommandation après que les décisions aient été prises par la Plénière du CSA. Toute nouvelle demande doit être reportée à la plénière suivante.

### La Nutrition à l'ordre du jour du Comité

- Dans le Document de Réforme, la question de la nutrition a été désignée comme étant partie intégrante du concept de sécurité alimentaire. En outre, l'accent est mis sur la malnutrition au même titre que sur l'insécurité alimentaire<sup>2</sup>. Cependant, selon plusieurs personnes, le fait de parvenir à mettre la nutrition à l'ordre du jour n'a vraiment été possible qu'après la 2<sup>e</sup> Conférence internationale sur la Nutrition (CIN2) en 2014. Dans les sources de données primaires et secondaires de travail sont reflétés plusieurs changements importants dans les arrangements et les structures, notamment:
  - Le Groupe de travail à composition non limitée sur la nutrition et l'équipe technique de soutien;
  - Le Comité directeur du HLPE a inclus au moins un expert réputé dans le domaine de la Nutrition
  - L'élaboration d'un rapport HLPE sur les systèmes alimentaire et nutritionnels

<sup>2</sup> Document de réforme du CSA: "La dimension nutritionnelle est intégralement partie de la sécurité alimentaire et du travail du CSA" ainsi que "faim et malnutrition" au Point #1.

- L'inclusion de nouveaux acteurs qui ont un fort rapport avec la Nutrition (par exemple UNSCN, OMS);
  - Promouvoir les liens avec les Nations Unies et les initiatives mondiales en matière de nutrition, comme l'Assemblée mondiale de la Santé, la Décennie d'action des Nations Unies sur la nutrition et le Groupe de travail de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le transfert du Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN) de Genève à Rome a renforcé ces liens en 2015.
7. Le thème de la Nutrition est désormais plus fortement intégré dans les discussions et les activités du Comité; cependant, il est principalement abordé par le biais d'un flux de travail séparé, en parallèle. Un certain nombre de documents du CSA soulignent la nécessité d'intégrer la nutrition, mais ne précisent pas comment doit être interprétée cette "intégration" et quel doit être le rôle du Comité dans ce processus. La proposition du GTCNL Nutrition note que le CSA abordera la nutrition directement mais également en faisant du "mainstreaming", en popularisant la thématique nutritionnelle dans les débats.
  8. Aborder la nutrition directement par le biais d'un flux de travail séparé alourdit la charge de travail globale du Comité. Sans une augmentation des ressources et du temps disponible, ces ajustements peuvent avoir pour conséquence involontaire de réduire l'efficacité du Comité en limitant les autres flux de travail. Beaucoup d'individus impliqués dans le flux de travail sont issus de la communauté de la Nutrition, limitant ainsi le potentiel de discussion multisectorielle et l'établissement de liens fondamentaux avec la communauté agricole. Cette disposition risque d'aboutir à la production de résultats qui ne seront pas appropriés par la communauté agricole et ne connaîtront pas de mise en oeuvre sur le terrain.
  9. Le rôle du Comité dans la nutrition est peu clair. Le PTPA-CSA pour 2016-17 a chargé le Groupe de travail sur la nutrition de préparer un flux de travail qui "*doit aboutir à une vision claire du rôle du CSA dans le domaine de la nutrition.*"<sup>3</sup> Un certain nombre d'organisations travaillent d'ores et déjà sur la thématique des systèmes alimentaires et de la nutrition et il existe un risque de faire double emploi ou de travailler sur des questions sur lesquelles le CSA ne dispose pas d'un avantage comparatif. La Banque mondiale et le Groupe mondial sur l'agriculture et la nutrition (GLOPAN) ont récemment publié des rapports importants sur le sujet. La différence de mandat entre le CSA et UNSCN n'est pas immédiatement reconnue par les parties prenantes, étant donné que les deux sont des plates-formes des Nations Unies qui cherchent à améliorer la Nutrition dans le monde.

### **Cadre stratégique mondial pour améliorer la coordination**

10. L'un des rôles du Comité réformé est d'élaborer un cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Bien que cela ait été envisagé comme un rôle de phase II, le Comité a pris l'initiative de développer la première itération du cadre, qui a été approuvé par la CSA 39 en octobre 2012, après de longues négociations. Le Cadre stratégique mondial a été élaboré et négocié de manière participative et transparente par les membres du Comité, les participants et les autres parties prenantes. Le Cadre stratégique mondial est revu et mis à jour chaque année pour tenir compte des décisions prises lors des séances plénières du CSA. Il est prévu de réaliser un examen périodique plus substantiel et une mise à jour pour intégrer les nouveaux développements

---

<sup>3</sup> CFS 2015/42/12

internationaux, par exemple, les ODD. Le premier examen périodique depuis l'approbation du GSF en 2012 est en cours.<sup>4</sup>

11. Pour que le Cadre stratégique mondial puisse contribuer à une meilleure coordination des questions de sécurité alimentaire et de nutrition, il devra être utilisé comme une source de référence par ceux à qui est destiné le Cadre stratégique GSF. L'équipe d'évaluation a examiné la structure et le contenu du Cadre stratégique mondial et a constaté que son public cible n'est pas explicitement défini et qu'il n'explique pas comment le public cible peut utiliser l'information contenue dans le GSF. Dans sa forme actuelle, le Cadre stratégique mondial est une compilation qui regroupe l'ensemble des produits, décisions et recommandations du CSA ainsi que celles d'autres cadres internationaux pertinents pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Cadre stratégique mondial cherche à tout englober ce qui rend le document long et difficile à manier. L'Enquête sur l'efficacité a révélé que 60% des répondants ont évalué l'utilité potentielle du Cadre stratégique mondial comme étant élevée, mais seulement 28% des répondants ont évalué que son influence réelle était également élevée, ce qui suggère un écart important entre le potentiel du Cadre stratégique mondial et son influence réelle.<sup>5</sup>
12. Les documents de la réunion du GTCNL-GSF reflètent qu'il existe un désaccord quant à savoir si les documents qui ne sont pas négociés au sein du Comité doivent être inclus dans le Cadre stratégique mondial. Les comptes-rendus de réunion ont identifié les points tels que la longueur du document et l'accessibilité du document comme étant des obstacles à son utilisation.<sup>6</sup>
13. Il existe des exemples d'initiatives de promotion du premier Cadre stratégique mondial en 2013, après son adoption, mais aucune autre promotion du Cadre n'a été faite depuis lors, sauf sur le site Web du Comité. Le GTCNL-GSF est entrain d'élaborer un plan de communication pour mieux faire connaître le Cadre stratégique mondial.<sup>7</sup>
  - Vidéo du CSA décrivant les principaux éléments du GSF<sup>8</sup>;
  - Publication de la FAO sur la manière dont le Cadre stratégique mondial permet d'intégrer de manière globale le Droit à une alimentation adéquate et la question des Droits humains dans les politiques de sécurité alimentaire au niveau national, régional et mondial ainsi que les différents façons dont les parties prenantes peuvent traduire ce consensus mondial en initiatives pratiques au niveau national<sup>9</sup>;
  - Un manuel - préparé par les membres du MSC - détaille le GSF et la manière dont la société civile peut utiliser le Cadre stratégique mondial<sup>10</sup>; et
  - un résumé de deux pages rédigé par le Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et la nutrition, consacré au Cadre stratégique mondial et au rôle que peut jouer la société civile dans sa mise en œuvre.<sup>11</sup>

<sup>4</sup> GTCNL du CSA: Document No: CFS OEWG- GSF/2016/05/02/01

<sup>5</sup> Rapport d'Enquête sur l'efficacité du CSA, Juillet 2015

<sup>6</sup> GTCNL-GSF - Compilation

[http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1516/OEWG\\_GSF/CFS\\_OEWG\\_GSF\\_2016\\_05\\_02\\_INF\\_Compilation\\_of\\_Inputs\\_rev1.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1516/OEWG_GSF/CFS_OEWG_GSF_2016_05_02_INF_Compilation_of_Inputs_rev1.pdf)

<sup>7</sup> GTCNL-GSF, Résultats de la réunion 30 novembre 2016

[http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1617/OEWG-GSF/Meeting-01/CFS\\_OEWG\\_GSF\\_2016\\_11\\_30\\_02\\_Outcomes.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1617/OEWG-GSF/Meeting-01/CFS_OEWG_GSF_2016_11_30_02_Outcomes.pdf)

<sup>8</sup> CFS Cadre Stratégique mondial. <https://www.youtube.com/watch?v=uC03QsxeoMA>

<sup>9</sup> FAO, "The Human Right to Adequate Food in the Global Strategic Framework for Food Security and Nutrition: A Global Consensus", Rome 2013.

[http://www.fian.org/fileadmin/media/publications/GSF\\_GlobalConsensus.pdf](http://www.fian.org/fileadmin/media/publications/GSF_GlobalConsensus.pdf)

<sup>10</sup> Cf. Comment utiliser le Cadre GSF [https://viacampesina.org/downloads/pdf/en/GSF-Manual\\_fr.pdf](https://viacampesina.org/downloads/pdf/en/GSF-Manual_fr.pdf)

**Question d'évaluation clé 1.2** Dans quelle mesure le CSA réformé a-t-il amélioré la convergence des politiques sur les questions clés de la sécurité alimentaire et de la nutrition?

14. Aborder la fragmentation politique qui a accompagné la fragmentation institutionnelle de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau mondial est le second rôle majeur du Comité réformé. Le Comité a pour mandat de promouvoir une plus grande cohérence des politiques à travers l'élaboration de stratégies internationales et de directives volontaires sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Ces stratégies et directives, selon le document de réforme, doivent être informées par:

- les Bonnes pratiques;
- les leçons tirées de l'expérience locale;
- les contributions apportées par le niveau national et régional; et
- les avis et opinions d'experts issus de toute la gamme des parties prenantes.

**Résultats de convergence des politiques**

15. Le Comité a produit 4 produits principaux pour la convergence des politiques, des recommandations politiques à partir de 10 rapports HLPE et des recommandations politiques à partir de 3 études de flux de travail entre 2009 et 2016 (Tableau 4). Le nombre de produits politiques adoptés entre 2011 et 2016 a diminué, passant de 4 en 2011 à 1 en 2016, à la suite de la réduction du nombre de rapports produits par le HLPE, passant de 2 par an à 1 par an et en limitant le nombre d'autres produits politiques. Le GSF et le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CDA-FFA) sont deux principaux résultats dans le domaine de la convergence des politiques qui ont été initiés à l'époque de la réforme post-2009, tandis que les DVGT et les Principes pour l'investissement responsable dans les systèmes agricoles et alimentaires ont été initiés avant la réforme, en 2004 et 2008, respectivement.

**Tableau 1: Produits politiques du CSA**

	Produits politiques
<b>Principaux produits du CSA</b>	1. Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DVGT 2012) 2. Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (IAR 2014) 3. Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CDA-FFA 2015) 4. Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (GSF 2012, mis à jour annuellement)
<b>Recommandations politiques issues des rapports HLPE</b>	1. Volatilité des prix et sécurité alimentaire 2011 2. Gouvernance foncière et investissements internationaux dans l'agriculture 2011 3. Sécurité alimentaire et changement climatique 2012 4. Protection sociale pour la sécurité alimentaire 2012 5. Biocarburants et sécurité alimentaire 2013 6. Investir dans la petite agriculture pour la sécurité alimentaire et la nutrition 2013 7. Pêche et aquaculture durables pour la sécurité alimentaire et la nutrition 2014

<sup>11</sup> Global Network for the Right to Food and Nutrition.  
<http://www.righttofoodandnutrition.org/sites/www.righttofoodandnutrition.org/files/The%20Global%20Strategic%20Framework%20for%20Food%20Security%20and%20Nutrition.pdf>

	<p>8. Pertes et gaspillages alimentaires dans le cadre de systèmes alimentaires durables 2014</p> <p>9. L'eau pour la sécurité alimentaire et la nutrition 2015</p> <p>10. développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition : quels rôles pour l'élevage ? 2016</p>
<b>Recommandations politiques des tables rondes sur les politiques</b>	<p>1. Genre, sécurité alimentaire et nutrition, 2011</p> <p>2. Comment augmenter la sécurité alimentaire et les investissements dans le secteur agricole qui tiennent compte des besoins des petits exploitants, 2011</p> <p>3. Etablissement de liens entre les petits exploitants et les marchés, 2016</p>

16. En expliquant leur compréhension de ce qu'est la convergence des politiques, les personnes interrogées ont identifié les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DVGT 2012), les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (IAR 2013) et le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CDA-FFA 2015) comme une preuve de la convergence des politiques.
17. Il y a des voix qui critiquent l'efficacité du Comité dans l'amélioration de la convergence des politiques au niveau mondial. Des déclarations ont été faites telles que "il n'y a pas de convergence des politiques", il y a plutôt une 'divergence' des politiques". Des préoccupations ont également été exprimées vis-à-vis du fait que l'espace prévu pour le dialogue et la négociation permettant de parvenir à une convergence des politiques est parfois détourné de sa fonction et utilisé pour obtenir un accord "à l'usure" des différentes parties, plutôt que pour parvenir à une véritable convergence des points de vue différents et des positions des différentes parties prenantes. Une autre critique est que l'approche adoptée par le Comité pour la convergence des politiques doit être plus axée sur les résultats et être claire sur ce que le Comité veut réaliser avec ce produit politique. Un autre point de vue exprimé est que tout ne doit pas nécessairement être négocié et que le Comité devrait être sélectif dans ce qu'il met en avant pour la négociation. Les délais sont longs pour les produits de convergence des politiques initiés par le CSA, depuis leur début jusqu'à leur adoption par la plénière du CSA. Le tableau 5 présente le délai moyen depuis l'initiation jusqu'à l'adoption pour les principaux produits de convergence des politiques. Les produits qui ont été initiés après 2009 par le Comité ont nécessité entre trois et cinq ans pour leur adoption. Les DVGT ont "passé" deux ans au sein du Comité mais ont été précédés d'une période "d'incubation" de six ans au sein de la FAO. Chaque produit a requis au moins 2 semaines de négociation (et 3 semaines dans le cas des DVGT)<sup>12</sup>. Les personnes interrogées issues des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des Agences basées à Rome ont exprimé des préoccupations au sujet de la longueur des délais pour négocier ainsi que les ressources nécessaires à ces négociations. La plupart de ces préoccupations ont été formulées par les gouvernements - 12 sur 24 réponses ont mentionné la quantité de temps consacré à négocier et les 11 sur 17 réponses ont mentionné les ressources nécessaires.

**Tableau 2: Les délais de négociation des principaux produits de convergence des politiques**

Principaux produits de convergence politique	Délai total depuis l'initiation jusqu'à l'adoption	Temps consacré par le CSA
Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire	2004-2012 (8 ans)	2010-2012

<sup>12</sup> Secrétariat du CSA, Approche du CSA vis à vis de la convergence des politiques - rapport préparé en vue de la réunion du GC/Bureau du 8 juillet - Document No: CFS/BurAG/2016/03/31/05

nationale)		
Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires	2008-2014 (6 ans)	2010-2014
Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées	2010-2015 (5 ans)	2010-2015
Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition	2009 -2012 (3 ans)	2009 – 2012 <sup>13</sup>

Source: Secrétariat du CSA , *Approche du CSA vis à vis de la convergence des politiques* - Document No: CFS/BurAG/2016/03/31/05

**Question d'évaluation clé 1.3:** Dans quelle mesure le CSA réformé a-t-il renforcé les actions nationales et régionales dans le domaine de la sécurité alimentaire?

### Appui et conseils aux pays et régions

18. Le document de réforme envisageait que le CSA faciliterait le soutien et / ou fournirait des conseils aux pays et régions (à leur demande) pour le développement, la mise en œuvre ainsi que le suivi et l'évaluation de leurs plans d'action pour garantir la sécurité alimentaire et l'application pratique des Directives volontaires pour le Droit à l'alimentation. Afin d'évaluer la mesure dans laquelle CSA a renforcé les actions nationales et régionales dans le domaine de la sécurité alimentaire, l'équipe d'évaluation a cherché des exemples d'actions nationales et régionales qui ont été influencées par les produits politiques du CSA ou encore des conseils et du soutien que les pays et les institutions régionales auraient reçus de la part du CSA.
19. Au vu des témoignages, y compris les résultats de *l'Enquête sur l'efficacité*, le Comité n'a semble-t-il reçu aucune demande de la part des pays et des institutions régionales pour du soutien et / ou des conseils. L'absence de demandes a été notée à la CSA 36 en 2010 et la Présidence du CSA a proposé que, à l'avenir, l'ordre du jour soit utilisé par les pays comme une opportunité pour présenter leurs activités en cours et les projets prévus afin de développer des partenariats sur la sécurité alimentaire et la nutrition.<sup>14</sup>
20. La CSA 36 n'a pas étudié les raisons de l'absence de demandes et ce point n'est pas revenu à l'ordre du jour de la Plénière du CSA depuis 2010. Il n'existe pas non plus d'orientation ou de directives aux pays sur la manière dont ils peuvent accéder à l'assistance et aux conseils du Comité, ni sur les instances qui fourniraient ce type d'appui. Le Comité dispose de capacités et de ressources limitées et peut, au mieux, faciliter l'appui et fournir des conseils par le biais de ses liens avec les Agences basées à Rome, les autres entités des Nations Unies ou encore d'autres partenaires de coopération au développement qui ont la capacité technique et les ressources nécessaires pour fournir un soutien et des conseils. Le Tableau 6 présente des exemples de soutien et des conseils d'Agences basées à Rome menés dans les pays visités pour l'évaluation.

**Tableau 3: Soutien et conseils aux pays par les Agences basées à Rome**

Pays	Soutien et conseils fournis par les Agences basées à Rome
Jordanie	Aucune information sur du soutien et des conseils sur les produits du CSA
Panama	FAO, PAM et OMS soutiennent le gouvernement pour développer un nouveau Plan pour la sécurité alimentaire et la Nutrition. La FAO aide également le gouvernement à l'élaboration d'une nouvelle législation pour la sécurité alimentaire et la nutrition en utilisant les DVGT, les Principes RAI et les Directives CDA-FFA.
Philippines	La mise en œuvre des DVGT a débuté en 2016, sous l'impulsion de la FAO et du Bureau de gestion foncière au sein du Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles. Le FIDA et les organisations de la société civile ont également collaboré à la réforme agraire en s'appuyant sur les DVGT.

<sup>13</sup> Ibid

<sup>14</sup> CSA 36e Plénière



Senegal	La FAO soutient le Sénégal dans l'utilisation et l'application des DVGT. Les problèmes fonciers sont un obstacle qui freine les investissements dans l'agriculture. Avec le soutien de la FAO, deux ateliers nationaux ont été organisés et une plate-forme nationale avec un comité de pilotage ont émergé à la suite de l'atelier.
Ouganda	L'Ouganda est un pays pilote pour les DVGT et un comité directeur des DVGT a été créé en Septembre 2016, présidé par le Secrétaire permanent de l'Ouganda et le Représentant adjoint de la FAO pour ce pays. Le FIDA a intégré les principes RAI dans l'évaluation d'un projet majeur de partenariat public-privé pour la production d'huile de palme sur le lac Victoria.

21. En ce qui concerne les organisations régionales, la Présidence du Comité a fait des présentations sur l'action du Comité et sur les résultats de la session plénière du CSA lors des conférences régionales de la FAO. L'équipe d'évaluation n'a trouvé aucune trace d'une quelconque demande de soutien et de conseils émanant d'organisations régionales.

### Utilisation et application des produits et des recommandations politiques

22. Des actions sont initiées au niveau des pays, régions et au niveau mondial pour appliquer les DVGT. Dans le cadre de la préparation du CSA 43, le Secrétariat a reçu 62 communications présentant des expériences et des bonnes pratiques dans l'application des DVGT, de la part des gouvernements, des partenaires au développement, de la société civile et du secteur privé. (Tableau 7). L'étude menée par le Mécanisme de la société civile sur les expériences dans l'utilisation et la mise en œuvre des DVGT illustre le rôle actif joué par la société civile dans la sensibilisation aux DVGT, le travail de plaidoyer et la création d'espaces de dialogue politique. La FAO joue un rôle essentiel en fournissant un appui technique à plusieurs pays, ainsi que des activités de renforcement des capacités au niveau régional et mondial.<sup>15</sup>

**Tableau 4: Communications sur l'utilisation et l'application des DVGT**

Région	Nombre de soumissions	Groupe d'acteurs	Nombre de soumissions
Pays	36	Gouvernement	9
Regional/Multi-pays	11	Partenaires développement	31
Mondial	15	Société civile	20
		Secteur privé	2
Total	62	Total	62

Source: Secrétariat du CSA - Note d'information sur les expériences et les bonnes pratiques dans l'utilisation et l'application des DVGT

23. Les soumissions reflètent une variété d'approches dans l'application et l'utilisation des DVGT, souvent combinées les unes avec les autres. Plus de la moitié des soumissions ont identifié la sensibilisation, le renforcement des capacités et la réforme des cadres politiques juridiques comme étant des approches qu'ils ont utilisé dans l'application des DVGT. (Tableau 8) Les soumissions contiennent également des informations sur les résultats, mais celles-ci n'ont pas été vérifiées indépendamment.

**Tableau 5: Approches dans l'utilisation et l'application des DVGT**

Approche	Exemples	Nombre de soumissions	Exemples de résultats
Sensibilisation: Ciblage d'un large éventail de parties prenantes	Réunions, campagnes médiatiques, études de cas, publication de documents de vulgarisation en rapport avec les DVGT	38	Environ 100 000 personnes / 5 000 ménages atteints

<sup>15</sup> Sources: Rapport de synthèse du MSC sur la mise en oeuvre DVGT et Compilation réalisée par le Secrétariat du CSA des contributions sur les DVGT pour la CSA43.

Renforcement des capacités Ciblage de leaders dans les gouvernement, la société civile et les communautés	Ateliers de formation, e-learning, appui technique aux gouvernements	36	Environ 300 000 personnes / 100 000 ménages atteints
Développement de plates- formes multi-acteurs	Mise en place de plates-formes permanentes pour assurer la mise en œuvre des priorités convenues et suivre les progrès	12	Mise en place de 26 plates-formes impliquant 1 000 parties prenantes
Réformer les cadres juridiques et politiques	Intégration des DVGT dans les politiques et les cadres juridiques au niveau national	33	2 documents de référence, 13 avis légaux / cadres politiques; 37 politiques foncières
Opérationnalisation: Application pratique des DVGT	Cartographie des conflits, cartographie des terres et démarcation des frontières, mise en place de Mécanismes de résolution de conflits, tests de nouvelles politiques, nouveau système d'enregistrement foncier	22	Il est estimé que plus d'un million de personnes ont directement bénéficié des DVGT

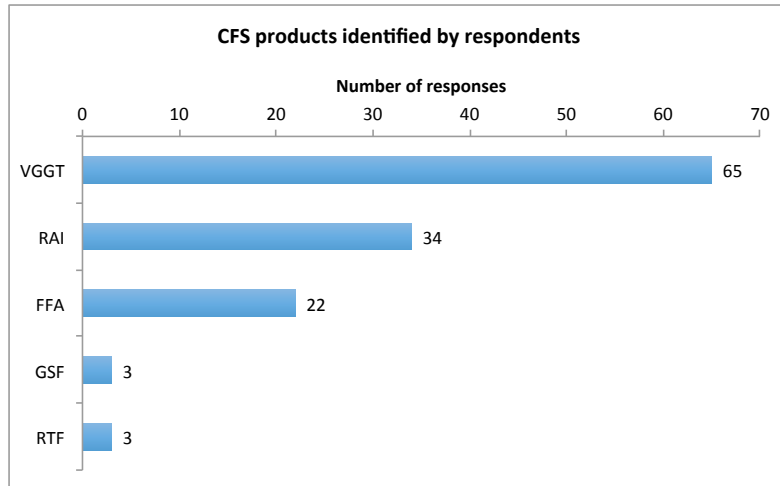
Source: Secrétariat du CSA - Note d'information sur les expériences et les bonnes pratiques dans l'utilisation et l'application des DVGT

24. Pour réaliser pleinement la convergence des politiques et contribuer à la réalisation de l'Objectif du CSA visant à contribuer ". . . réduire la faim et la malnutrition et améliorer les questions de sécurité alimentaire et de nutrition pour tous les êtres humains . . ." Les États membres du CSA , tant développés qu'en cours de développement doivent pouvoir mettre en œuvre les aspects des produits du CSA sur la convergence des politiques qui sont pertinents à leur contexte. Dans le cas des DVGT, les études de cas présentées montrent qu'elles sont appliquées principalement dans les pays en développement. Il n'y a que deux exemples d'application locale dans les pays développés, à savoir la Belgique et l'Italie.<sup>16</sup> En réalité, il se peut que d'autres pays plus développés appliquent également les DVGT pour résoudre des problèmes fonciers nationaux, mais le Comité ne dispose pas d'informations à ce sujet.
25. Les organisations de la société civile en Europe utilisent les DVGT dans leur travail de plaidoyer et de renforcement des capacités sur les questions foncières en Europe. Par exemple, ils ont présenté une requête formelle au Parlement européen lui demandant d'examiner l'impact des politiques de l'Union européenne sur l'utilisation et l'allocation des terres et d'évaluer l'état actuel de la gouvernance foncière dans l'Union européenne à la lumière des DVGT. La société civile européenne, dans sa présentation de cas d'application des DVGT, souligne le défi de surmonter les préjugés dans les institutions de l'Union européenne qui voudraient que les DVGT ne sont pas applicables au contexte européen et ne sont pertinentes que dans le cadre de la coopération au développement avec le Sud.
26. Les soumissions ont mis en évidence plusieurs défis dans l'utilisation et l'application des DVGT, y compris:
- Difficulté à communiquer les termes techniques et concepts utilisés dans les DVGT aux parties prenantes
  - La capacité limitée des gouvernements, notamment les gouvernements locaux
  - La capacité limitée des groupes marginalisés et des personnes en situation de vulnérabilité

<sup>16</sup> CSA Secretariat compilation des soumissions sur les DVGT à la CSA43 : USA, Allemagne, France et le "Global Donor Working Group on Land use for development cooperation". L'UE soutient des projets en rapport avec les DVGT dans plusieurs pays africains.

- Le difficulté à mobiliser tous les acteurs concernés dans les plates-formes multi-acteurs
  - Difficulté à faire participer les groupes les plus marginalisés et les plus vulnérables
  - Difficulté à relier les DVGT aux cadres politiques existants
  - Les dynamiques politiques qui ne soutiennent pas les les DVGT et résistent au changement
27. Le rapport de synthèse du Mécanisme de la société civile identifie plusieurs obstacles et défis dans la mise en œuvre des DVGT. Ceux-ci incluent:
- Un faible niveau de sensibilisation parmi les décideurs, les institutions étatiques au niveau national et sous-national, dans la société civile et chez d'autres parties prenantes sur la manière dont les DVGT peuvent être appliqués.
  - Le caractère non contraignant des DVGT rend difficile le fait de convaincre les représentants des gouvernements à utiliser et appliquer les Directives.
  - Le manque de volonté politique et la faiblesse des institutions de gouvernance limitent l'utilisation et l'application des DVGT.
  - La perception des institutions et des décideurs dans les pays du Nord qui leur fait croire que les DVGT ne sont pertinentes que pour la coopération au développement dans les pays du Sud.
  - La tendance à mettre en œuvre les DVGT sur la base d'un projet limité à une zone géographique spécifique plutôt que d'avoir une application nationale plus large.
  - La difficulté à communiquer le langage technique utilisé dans les DVGT à un public plus large et aux communautés rurales.
  - Une divergence d'interprétation dans les différents concepts entre les acteurs impliqués.
  - Absence de soutien juridique, politique et financier aux communautés touchées et à la société civile dans l'utilisation des DVGT ainsi qu'aux processus locaux, régionaux et nationaux en rapport avec les DVGT.
28. D'autres produits du CSA n'ont pas un profil aussi marquant que les DVGT. Mention a été faite des autres produits de convergence des politiques, mais l'équipe d'évaluation n'a pas trouvé d'exemples d'utilisation et d'application de celles-ci, sauf en Ouganda et au Panama. Ceci peut s'expliquer, peut-être, par le fait que les Principes IAR et le CDA-FFA, sont des produits récents de convergence des politiques et que donc ils n'ont pas encore "décollé". Le graphique 2 montre la fréquence avec laquelle les répondants ont mentionné des produits de convergence des politiques lorsqu'on leur a demandé de fournir un exemple de produits du CSA. Les DVGT ont été mentionnés plus fréquemment que tous les autres produits majeurs du Comité. Les Directives sur le droit à l'alimentation ont également été mentionnées, outre les quatre produits politiques post-réforme.

**Graphique 2: Produits du CSA identifiés par les répondants**



29. Il existe d'autres recommandations qui ont été approuvées par les Plénières du CSA depuis 2011, la plupart émanant des rapports du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE). Le Comité n'a pas assuré de suivi régulier pour ces recommandations politiques et il n'y a aucune information sur l'état actuel de la mise en œuvre de ces recommandations.
30. Les recommandations politiques du CSA qui émanent des rapports HLPE et des tables rondes politiques couvrent un large éventail de thématiques autour de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Un examen de ces recommandations politiques a révélé que de nombreuses recommandations ont été formulées de manière très large et comprennent souvent un grand nombre de points d'action. Il n'y avait pas d'uniformité dans les documents politiques en ce qui concerne la différenciation entre les recommandations et points d'action. Cela peut expliquer les préoccupations des personnes interrogées vis-à-vis du fait que les recommandations politiques ne sont pas faciles à comprendre et que le volume des recommandations et des actions est écrasant.

## 1.2 Comment fonctionne le CSA réformé ?

31. Cette section du rapport étudie à quel point le Comité fonctionne de manière efficace et efficiente. L'évaluation a porté sur les modalités de travail, les structures et les systèmes de gestion du Comité; les stratégies, les outils et les produits; comment Comité fonctionne en tant que plate-forme; et les résultats inattendus qui ont émergé des nouveaux rôles et des structures du Comité.

**Question d'évaluation clé 2.1** Dans quelle mesure les six rôles, les modalités de travail, les systèmes et structures de gestion contribuent-ils aux résultats?

### Role 1: Coordination au niveau mondial

32. La plénière annuelle du CSA fournit une plate-forme de discussion sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition, pour la prise de décision ainsi que le partage des leçons apprises pour un large éventail d'acteurs dans le domaine de la sécurité alimentaire et la nutrition. La participation à la Plénière du CSA a considérablement augmenté depuis 2009. Le nombre de délégués inscrits pour la Plénière (hors participation aux événements parallèles) est passé de 347 en 2009 à 1151 en 2016 et les membres du CSA sont passés de 101 à 116. Le nombre d'organisations de la société civile est passé de trois en 2009 à 123 en 2016 et les organisations du secteur privé sont passées de 4 à 86 au cours de la même période. (Tableau 8). Ces augmentations en nombre de membres peuvent être attribuées à la création du MSC et du MSP qui a élargi la participation des acteurs non étatiques au sein du CSA. Une des personnes interrogées (membre du CSA) a observé que le CSA n'attire plus les ministres, étant donné que l'événement n'est plus suffisamment intéressant. Le nombre de ministres participant à la session plénière du CSA a diminué, depuis le pic de 2013 avec 25 ministres pour tomber à 9 en 2016.

**Tableau 6: Participation aux Plénières du CSA de 2009 à 2016**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Nombre total de délégués (hors événements parallèles) *</b>	<b>347</b>	<b>755</b>	<b>867</b>	<b>883</b>	<b>966</b>	<b>790</b>	<b>1070</b>	<b>1151</b>
Nombre d'États membres du CSA	101	126	114	116	121	111	120	116
Nombre d'États membres non-Comité	8	14	6	14	14	10	9	8
Nombre d'organismes des Nations Unies	7	13	9	12	12	12	11	11
Nombre d'organisations de la société civile	23	42	82	111	95	81	96	123
Nombre d'organisations du secteur privé et philanthropiques	4	2	31	46	47	73	68	86
Nombre d'organismes de recherche internationaux	2	2	3	2	1	2	2	2
Nombre d'institutions financières internationales et régionales	0	1	5	3	2	1	2	2
Autres observateurs *	3	10	21	32	26	42	47	45
<b>Délégation de niveau ministériel</b>								
Ministres	13	20	19	24	25	11	9	9
Vice-Ministres	1	2	7	0	12	2	6	8

Source: Compilation à partir des comptes-rendus des Plénières du CSA

\* A noter que ce chiffre correspond au nombre total de délégués. Les autres lignes se réfèrent au nombre d'organisations présentes.

33. L'ordre du jour surchargé de la plénière et le grand nombre d'événements parallèles sont des points qui ont été soulevés dans les différentes réflexions post-Plénière du Bureau et du Groupe consultatif. Il y a eu 54 événements parallèles en 2016 et ceux-ci ont été bien suivis avec une fréquentation moyenne estimée à 87% de la capacité, soit environ 5 000 participants en 2016. Il existe une demande pour ces événements parallèles car ils couvrent des thématiques qui ne sont pas abordées par la plénière formelle, malgré leur importance et fournissent une plate-forme dans laquelle tout le monde peut participer à rang égal, débattre et partager des connaissances et des expériences. Etant donné que l'ordre du jour de la Plénière couvre le programme de travail du Comité qui a été mené à bien dans la période intersessions, un ordre du jour surchargé est le reflet d'un Programme de travail pluriannuel chargé.

**Rôle 2: Promouvoir une plus grande convergence et coordination des politiques** (Ce rôle est discuté aux paragraphes 68-82)

**Rôle 3: Fournir un soutien et des conseils aux pays et régions** (Ce rôle est discuté aux paragraphes 69-87)

**Rôle 4: Faire office de plate-forme pour promouvoir une plus grande coordination et l'harmonisation des actions, des ressources et pour identifier les lacunes en matière de ressources**

34. La réforme envisageait que le Comité prendrait progressivement le rôle de plate-forme pour promouvoir une plus grande coordination et l'harmonisation des actions sur le terrain mais aussi encourager l'utilisation efficace des ressources et identifier les lacunes en matière de ressources. L'intention était que le Comité travaillerait avec des structures existantes au niveau national et régional et s'appuierait sur elles.
35. Il existe de nombreuses structures régionales et nationales impliquées dans la sécurité alimentaire et la nutrition, mais l'équipe d'évaluation n'a trouvé aucune preuve de liens entre ces dernières et le Comité dans les pays visités.

**Role 5: Promouvoir la reddition de comptes et le partage des bonnes pratiques**

36. L'un des six rôles du Comité réformé est de promouvoir la reddition de comptes et de partager les Bonnes pratiques à tous les niveaux. Cela inclut le fait de fournir une assistance aux pays et les régions pour déterminer si leurs objectifs en matière de sécurité alimentaire et de la nutrition sont atteints. La réforme a également appelé à l'élaboration d'un Mécanisme innovant doté d'indicateurs convenus pour assurer le Suivi et mesurer les progrès vers des objectifs et des actions convenues. En 2011, le Comité a créé un GTCNL sur le Suivi dont le but est de fournir des conseils sur la manière dont le Comité pourrait répondre aux exigences de ce rôle. Le Groupe de travail à composition non limitée a identifié deux volets: Suivi des décisions et recommandations du CSA ; et Faciliter le suivi au niveau national et régional des résultats qui concernent la sécurité alimentaire et la nutrition.<sup>17</sup>
37. Sous la direction du GTCNL, le Comité a achevé l'étude sur l'efficacité du CSA en 2015, son rapport final fournissant des informations utiles sur les différentes perceptions que les parties prenantes ont du Comité et de ses travaux. Le groupe a également développé des

<sup>17</sup> Note de référence GTCNL-Suivi, janvier 2016

*"Termes de référence pour le partage d'expériences et de bonnes pratiques dans l'application des décisions et recommandations du CSA à travers l'organisation d'événements au niveau national, régional et mondial"*. Ces TdR ont été adoptées lors de la 43e plénière du CSA. Le premier événement s'est tenu lors du CSA 43 sur les DVGT. Pour sa préparation, le Secrétariat du CSA a compilé des études de cas fournies par les gouvernements, la société civile et le secteur privé. La société civile a également mené son propre Exercice de Suivi sur les DVGT et en a partagé les conclusions lors de l'événement. L'exercice a permis d'avoir un aperçu des progrès réalisés et des défis à surmonter dans l'application des DVGT, mais il était handicapé par le fait qu'il reposait sur des auto-déclarations.

38. Le Comité n'a pas progressé sur le suivi de ses décisions et recommandations. Le Secrétariat suit les décisions liées au processus (résolutions) du Comité, mais à un niveau très basique. Le GTCNL-Suivi a identifié les défis suivants pour tenter de contrôler la mise en œuvre des produits politiques et des recommandations politiques du CSA.
- Les recommandations politiques sont nombreuses et dans la plupart des cas, elles ne sont pas suffisamment spécifiques pour en permettre le Suivi. Elles n'ont pas de calendrier établi et s'adressent à différents acteurs, pas seulement des gouvernements.
  - Le Suivi des produits politiques et des recommandations politiques du CSA présuppose qu'il y ait une prise de conscience au sujet de ces produits. Les résultats de *l'Enquête sur l'efficacité* attestent que le niveau de prise de conscience est faible parmi ceux qui ne participent pas au processus du CSA.
39. Le Comité a investi du temps et des ressources dans le "Suivi" des DVGT mais n'a pas avancé sur le Suivi des *"Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale"*, qui relèvent pourtant du mandat du Comité réformé.
40. Les documents du GTCNL-Suivi reflètent des vues différentes sur la portée et l'approche qui devraient être adoptées en ce qui concerne le Suivi. Une des approches veut que le Suivi du Comité se limite à la mesure des résultats (produits et recommandations politiques) étant donné que le Comité n'a pas de contrôle sur les États membres qui sont, en dernier lieu, responsables de la mise en œuvre. Une autre approche estime que le Comité doit aller plus loin et faire en sorte que les produits soient accessibles aux utilisateurs visés et qu'il facilite l'accès à des mesures d'assistance technique en soutien à la mise en œuvre.
41. Il y a également des points de vue différents en ce qui concerne l'instance chargée de faire le Suivi. Un point de vue est que le Suivi relève de la responsabilité des gouvernements et que le Comité devrait apporter un soutien en fournissant les cadres structurels aux gouvernements afin de les aider à assurer le Suivi de la mise en œuvre des produits politiques. Un autre point de vue est que le Comité, avec l'appui du Secrétariat devrait se charger du Suivi.

**Role 6: Développer et mettre en oeuvre un cadre stratégique mondial** (discuté aux paragraphes 64-67)

#### **Bureau et Groupe consultatif**

42. Le Bureau se réunit quelques jours après la réunion conjointe afin de prendre des décisions basées sur les contributions et les discussions qui ont eu lieu lors de la réunion conjointe. Les ordres du jour des deux réunions sont presque identiques et les mêmes membres du Bureau discutent ensuite ce qu'ils avaient déjà discuté lors de la réunion

conjointe. Trois présidences de GTCNL sont également membres du Bureau. Cette situation crée un risque de conflit d'intérêt, étant donné que ces Présidences ont la possibilité de rouvrir les discussions sur des recommandations formulées lors de la réunion conjointe du Bureau et du Groupe consultatif, si elles sont en désaccord avec ses recommandations.

43. Le Bureau/Groupe Consultatif se réunit au moins tous les trimestres et la plupart des membres du Groupe consultatif assistent à toutes les réunions. Certaines personnes interrogées ont exprimé leur inquiétude face au fait que les points à l'ordre du jour des réunions du Bureau/GC ne sont pas toujours abordés de manière adéquate étant donné que les OdJ sont chargés et que les discussions s'embourbent souvent sur des questions procédurales au lieu de consacrer du temps aux questions de fond.
44. Depuis 2015, les membres du Groupe consultatif ont présenté un rapport annuel sur leur contribution aux travaux du CSA. Les rapports sont une source d'information pour le Bureau sur les activités des membres du Groupe consultatif et contiennent également des propositions formulées par les membres sur la manière dont les liens entre leurs secteurs sociaux et le Comité peuvent être renforcés. Bien que le Bureau reconnaisse la valeur de ces rapports pour la planification et les stratégies, il n'a pas systématiquement analysé les rapports ni utilisé l'information pour informer ses travaux.
45. Il y a un désaccord au sein du Comité sur la composition du Groupe consultatif et la répartition des sièges entre les secteurs. Plusieurs propositions, souvent contradictoires ont été présentées à l'équipe d'évaluation pour résoudre ce désaccord. Les propositions incluent un appel pour une parité des sièges entre le MSP et le MSC; établir un Mécanisme pour les agriculteurs qui serait distinct du MSC et du MSP; accorder un siège de participant à l'Organisation mondiale des agriculteurs (OMA); un siège de participant à l'Organisation mondiale de la santé (OMS); ou encore le maintien du statu quo. Il y a également des suggestions pour réaffecter les sièges de membres qui sont souvent absents des réunions du GC/Bureau.

#### **Groupes de travail à composition non limitée**

46. Le Comité a actuellement trois GTCNL actifs (PTPA-MYPoW, Suivi et Cadre stratégique mondial GSF) et le nombre de GTCNL sur les politiques dépend de ce qui a été convenu dans le Programme de travail pluriannuel. En 2016, il y avait trois GTCNL sur les politiques, pour un total de six groupes pour 2016.
47. Un certain nombre de personnes interrogées à Rome a soulevé l'inquiétude que le grand nombre de GTCNL, ajoutés à la nécessité de participer à d'autres réunions du Comité ainsi que des réunions des Agences basées à Rome, rendent difficile une participation efficace à tous les groupes dans lesquels ils sont intéressés. Les comptes-rendus de réunion montrent que la participation des membres du CSA issus des différents groupements régionaux est inégale. Il ressort de la liste des pays qui soumettent des contributions écrites aux groupes de travail que seul un petit nombre de membres et de parties prenantes du CSA soumet régulièrement des contributions écrites aux groupes. Les membres des pays du Sud sont moins engagés dans les GTCNL que leurs homologues des pays du Nord.
48. L'équipe d'évaluation a constaté que les GTCNL ont des programmes de travail qui définissent les objectifs, les résultats attendus et les activités du groupe. Ces programmes de travail ne définissent par contre pas les règles du groupe - les rôles et les responsabilités, la manière dont ils utilisent les équipes de travail techniques, la manière dont ils devraient collaborer avec d'autres GTCNL les synergies possibles et la manière



d'éviter les doubles emplois ou encore de traiter les demandes qui sont en dehors de leur mandat ou de la portée de leurs travaux..

### Groupe d'experts de haut niveau

49. Le Groupe d'experts de haut niveau a produit 10 rapports entre 2011 et 2016 ainsi qu'un document sur les questions cruciales et émergentes (2014) afin d'informer le choix des thématiques devant être étudiées. Le Groupe affirme que ses rapports sont largement utilisés en tant que documents de référence, non seulement, par le Comité, mais également par le système des Nations Unies et la communauté scientifique.<sup>18</sup> Il reconnaît qu'il est difficile d'assurer le Suivi de l'impact de ses rapports et cite quelques exemples "emblématiques" de la manière dont ses rapports ont été utilisés, par exemple:

**Tableau 7: Exemples d'utilisation des rapports HLPE**

<b>Rapport HLPE #6</b>	Rapport du Secrétaire général sur les technologies agricoles au service du développement cite plusieurs rapports du HLPE y compris le rapport n° 6 "Investir dans la petite agriculture pour la sécurité alimentaire"
<b>Rapport HLPE #9</b>	Partenariat mondial de l'eau a organisé une initiative de renforcement des capacités et sensibilisation en 2015, avec 9 pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun ethiopie, Mali, Nigeria, Soudan, Ouganda, Zimbabwe)
<b>Rapport HLPE #8</b>	Rapport HLPE # 8 La définition formulée par le HLPE sur les systèmes alimentaires durables est officiellement utilisée par le Programme des systèmes alimentaires durables du Cadre Décennal de Programmation concernant les modes de CPD (consommation et production durables) qui fait désormais partie de l'ODD 12.  Le Groupe de travail de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition a également utilisé la définition ainsi que la Commission économique et sociale européenne.

Source: Groupe d'experts de haut niveau

50. Les recommandations des 10 rapports HLPE ont servi de base aux recommandations politiques du Comité. Le document sur les Questions cruciales et émergentes a identifié cinq questions et trois de ces questions ont été reprises dans le programme de travail du Comité, comme indiqué dans le tableau 11..

**Tableau 8: Les questions qui ont informé les thématiques des Rapports HLPE**

Questions cruciales et émergentes e	Rapport HLPE
Une Nutrition saine dans des systèmes alimentaires en mutation	Rapport HLPE N° 12 sur la Nutrition et les systèmes alimentaires (2017)
Les systèmes d'élevage dans la sécurité alimentaire et la nutrition	Rapport HLPE N° 10 Le développement agricole durable au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition: quels rôles pour l'élevage? (2016)
Stratégie vers un système alimentaire plus durable	Rapport HLPE # 8 Pertes et gaspillages alimentaires (2014)
Inégalités dans la sécurité alimentaire et la nutrition	Pas encore couvert
Le rôle croissant des marchés financiers dans la sécurité alimentaire et la nutrition	Pas encore couvert

Source: Groupe d'experts de haut niveau

<sup>18</sup>HLPE, Eléments clés, septembre 2016  
[http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/hlpe/hlpe\\_documents/Official\\_Docs/HLPE-Key-Elements-September-2016\\_EN.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/Official_Docs/HLPE-Key-Elements-September-2016_EN.pdf)

51. Les défis suivants ont été identifiés par les enquêteurs:

- a) Ses rapports sont des rapports scientifiques rédigés dans une langue qui n'est pas facile à comprendre par des lecteurs non-scientifiques. Les personnes interrogées ont indiqué que les rapports HLPE étaient trop longs et pas faciles à utiliser. Le HLPE prépare des synthèses plus brèves des rapports présentant les principales observations et recommandations, mais étant donné qu'il s'agit d'extraits du rapport principal, cela ne surmonte pas la difficulté d'accès que pourraient avoir des personnes néophytes dans la compréhension des documents.
- b) Il y a également le défi de faire des recommandations politiques fondées sur des considérations scientifiques pour une institution tel que le Comité, qui est essentiellement une institution politique. Sans surprise, les recommandations des rapports HLPE sont débattues et modifiées pour parvenir à un consensus politique. Il y a des membres du CSA qui sont d'avis que le HLPE ne devrait pas faire des recommandations, étant que cela est du ressort des politiciens.
- c) Le délai, depuis la sélection d'une thématique HLPE jusqu'à l'adoption de recommandations par la Plénière du CSA est de deux ans et de l'avis de certaines personnes interrogées ce délai est trop long.
- d) Il y a un manque de compréhension au niveau national du processus de sélection des experts pour le HLPE. Les processus de sélection sont expliqués dans les Règles de procédure du HLPE, mais, bien qu'il s'agisse d'un document public, la plupart des gens qui ne sont pas étroitement associés avec le Comité ou le HLPE en ignorent l'existence et ne connaissent pas les processus de nomination et de sélection. Les personnes interrogées ont demandé qu'il y ait une plus grande ouverture et une communication en temps opportun des informations sur les nominations.
- e) Les membres du Comité directeur du HLPE sont préoccupés par les faibles ressources disponibles ne permettant pas une large diffusion et promotion des rapports, en particulier au niveau des pays. Les membres du Groupe consultatif devraient promouvoir tous les produits du CSA, y compris ceux du HLPE. Une analyse horizontale des rapports annuels ainsi que les retours des membres du Groupe consultatif montrent que le HLPE ne figure quasiment pas dans leurs rapports et quand il y figure, il s'agit de référence aux commentaires contribués au processus HLPE et aucune référence à la promotion des produits HLPE. L'exception est le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation qui a fait référence à l'utilisation des rapports HLPE dans son rapport à l'Assemblée générale.

### **Mécanisme de la Société Civile**

52. Le Mécanisme de la société civile fournit un canal par lequel le CSA et les Agences basées à Rome peuvent accéder aux diverses organisations actives dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les Groupes de travail Politiques du MSC sont ouverts à toutes les organisations de la société civile intéressées et ils participent à tous les Axes de travail du CSA. Le Groupe consultatif du MSC présente des positions aux réunions du GC/Bureau, basées sur les contributions des Groupes de travail politiques et du Comité de coordination du MSC qui représente les secteurs sociaux du Mécanisme. Le Mécanisme de la société civile traduit des documents pour ses membres afin de leur permettre de participer efficacement aux différents processus du CSA. L'équipe d'évaluation a également constaté que les organisations participantes des Mécanismes étaient des promoteurs actifs des produits du CSA dans les pays visités. Les organisations participantes ont pris l'initiative de traduire les DVGT dans les langues locales, par exemple, au Panama, aux Philippines et au Sénégal.

53. Le MSC a contribué à la fonction de suivi du Comité à travers son rapport de synthèse sur les expériences de la société civile avec l'utilisation et la mise en œuvre des DVGT. Le rapport permet d'avoir un aperçu, du point de vue de la société civile, des réussites et des défis auxquels sont confrontés les pays dans la mise en œuvre des DVGT. Il fait par ailleurs un certain nombre de recommandations aux membres du CSA. Il a fait partie des discussions lors de CSA43 sur le suivi des DVGT.
54. La contribution du Mécanisme de la société civile est appréciée, mais il y a également des membres et des intervenants du CSA qui critiquent la manière dont procède le Mécanisme. Le Mécanisme est perçu comme dominant les discussions et éclipsant les contributions des autres, utilisant un langage qui semble conflictuel aux autres et faisant pression de manière trop agressive pour la défense de "droits". La nécessité pour le Mécanisme de la société civile d'avoir quatre sièges au Groupe consultatif a été soulevée lors des entretiens - avec 10 sur 24 déclarations faites par les gouvernements.
55. Le Mécanisme de la société civile estime qu'il y a un manque de compréhension des processus du Mécanisme et souligne que le MSC n'est pas le représentant de la société civile - il est un Mécanisme qui facilite la participation de la société civile dans les processus du CSA. Les structures et les processus de MSC sont conçues afin d'ouvrir un espace dans lequel les organisations participantes peuvent exprimer leurs points de vue, qui peuvent coïncider ou bien diverger avec les vues d'autres organisations participantes au MSC. Il apparaît donc à d'autres acteurs du CSA que le MSC ne parle pas toujours d'une même voix. Le Mécanisme de la société civile a fait une présentation de ses structures et processus au GC/Bureau en Septembre 2016, afin d'améliorer la compréhension de la réunion du Mécanisme.
56. Le Mécanisme de la société civile a soulevé la nécessité de renforcer l'espace de participation de la société civile afin de permettre une plus grande participation dans les différents processus et structures du Comité. Cette demande est faite en raison des divers groupes qui participent au Mécanisme et de la taille de ses secteurs sociaux qui concernent plus de 380 millions d'affiliés, dont 330 millions sont des organisations regroupant des producteurs d'aliments. Le Mécanisme de la société civile considère que le manque de traductions dans d'autres langues est une contrainte clé qui doit être résolue, étant donné qu'elle porte atteinte aux principes d'inclusion et de participation.
57. Dans le cadre du Mécanisme de la société civile, il y a des organisations participantes qui estiment que, bien que les structures et les processus du Mécanisme aient été conçues pour fournir un espace permettant d'exprimer la diversité des voix de la société civile, ce n'est pas toujours le cas dans la pratique. Il y a des groupes qui ont l'impression que leurs voix ne sont pas entendues au sein du Comité car ils ne reçoivent pas l'espace approprié de la part du Mécanisme de la société civile. Ils affirment que les processus au sein du Mécanisme favorisent les organisations des pays du Nord et que, même quand les membres du Comité de coordination du MSC sont issus des pays du Sud, ils sont redevables aux organisations dominantes au sein du MSC qui ont soutenu leur candidature et ne représentent donc pas suffisamment leurs secteurs sociaux. Dans la même veine, il y a le sentiment exprimé par certaines organisations participantes comme quoi le Mécanisme de la société civile n'est pas toujours démocratique - les positions des groupes dominants sont imposées aux autres et il y a une faible tolérance pour la dissidence. Bien que ces organisations adoptent une position critique vis-à-vis du MSC, ils estiment que le Mécanisme reste un outil précieux pour la réalisation de l'objectif et des résultats du Comité. Ils veulent que le Mécanisme de la société civile s'améliore.

### **Mécanisme du Secteur Privé**

58. Le niveau d'intérêt du secteur privé a augmenté au cours des dernières années, comme en témoigne l'augmentation du nombre d'organisations du secteur privé participant à la

session plénière du CSA, passant de 4 en 2010 à 86 en 2016. Le secteur privé, par le biais du Mécanisme du secteur privé, est activement engagé dans tous les processus clés du Comité, y compris les GTCNL et le Groupe consultatif. Le Mécanisme du secteur privé a mis en place des groupes de travail pour refléter les flux de travail du CSA et contribuer ainsi à définir les contributions du secteur privé pour les flux de travail du CSA. Le Mécanisme du secteur privé communique les décisions du CSA et des informations connexes à ses membres via son site web et son bulletin mensuel. Il a mis en place des forums de partenariat sur des thématiques en rapport avec les domaines couverts par le Comité, par exemple, le rôle de l'élevage dans le développement agricole durable. L'objectif de ces forums est d'améliorer la compréhension de ces questions par leurs membres.

59. Les délégations du Mécanisme du secteur privé concernent l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur agroalimentaire et varient en fonction des thèmes qui sont abordés à la session plénière du CSA. Cependant, quand on analyse ces délégations il apparaît que les personnes impliquées dans l'industrie des intrants agricoles et de la transformation alimentaire ont tendance à constituer la plus grande proportion des délégués, suivie par les agriculteurs. Les délégations ont tendance à être composées de cadres de très haut niveau (présidents, PDG, directeurs généraux, vice-présidents), représentatifs des grandes entreprises qui sont associées avec le MSP. Les petites et moyennes entreprises, qui jouent un rôle essentiel dans le développement économique des pays en développement, ne sont pas bien représentées au sein du MSP. Les petits exploitants agricoles ne figurent pas parmi ses membres et le MSP ne prétend pas les représenter.
60. Un thème commun qui a émergé des entretiens avec les membres du Mécanisme du secteur privé est le fait qu'ils n'ont pas l'impression de se voir offrir les mêmes possibilités que le Mécanisme de la société civile pour présenter leurs points de vue. Le Mécanisme du secteur privé a appelé à une parité avec le Mécanisme de la société civile concernant le nombre de sièges au sein du Groupe consultatif, sur la base qu'il comporte un large éventail d'acteurs du secteur privé dans son Mécanisme.

### **Fondations philanthropiques**

61. La Fondation Bill et Melinda Gates est un participant au CSA et dispose d'un siège au Groupe consultatif. La Fondation a contribué des ressources financières au CSA et participe à certains GTCNL. La Fondation reconnaît qu'il doit faire la transition vers un modèle plus inclusif vis-à-vis d'autres fondations philanthropiques.

### **Rôle des Agences basées à Rome (ABR)**

62. Les Agences basées à Rome fournissent un soutien financier au Comité, plus récemment, sur un pied d'égalité. Outre le financement, les Agences basées à Rome fournissent un soutien technique précieux en détachant du personnel pour des tâches techniques et pour assister les GTCNL. Ce support technique est cruciale, car le Secrétariat du CSA n'a pas été conçu pour disposer de toute l'expertise dont le CSA peut avoir besoin. La FAO, par exemple, a assisté le Secrétariat dans la préparation de projets de documents de discussion et de négociation sur Rapport HLPE 2016. Le soutien financier et technique fourni par les ABR ne signifie cependant pas que le Comité est dépendant des ABR pour exécuter son mandat. Les Agences basées à Rome déterminent le niveau de soutien financier et technique qu'ils souhaitent fournir au Comité ainsi que le moment au cours duquel le support sera disponible, car il n'y a pas de protocole d'accord qui régit les relations entre le Comité et les Agences basées à Rome.

63. Les Agences basées à Rome assurent la liaison avec le Comité à travers leurs points focaux au sein du Secrétariat du CSA. Leur participation au processus du CSA signifie qu'ils sont ensemble, dans la même pièce, pour discuter des questions de sécurité alimentaire et de nutrition. Cependant, le fait de participer aux mêmes discussions ne se traduit pas par une action coordonnée dans la promotion du Comité et de ses produits au niveau des pays, ni dans l'aide aux pays dans la mise en œuvre des produits du CSA. Dans les pays visités par l'équipe d'évaluation, il était évident qu'il n'y avait pas de coordination pour promouvoir le Comité et ses travaux.
64. Le document de réforme prévoyait que les Agences basées à Rome feraient la promotion du Comité et de ses produits à travers leurs conférences régionales. La Présidence actuelle et précédente du Comité a fait des présentations lors de toutes les conférences régionales de la FAO afin de faire connaître le travail du Comité et les résultats de la session plénière du CSA. Ces conférences régionales sont une plate-forme importante pour le partage d'informations sur le CSA, mais elles ne vont pas au-delà du partage d'information et ne parviennent pas à susciter un engagement plus profond sur la mise en œuvre des produits et des décisions du CSA.

### Secrétariat conjoint du CSA

65. La dotation en personnel au 1er décembre 2016 est la suivante:

**Tableau 9: Personnel du Secrétariat du CSA**

Poste	Nombre	Sources de financement
Secrétaire D1	1	Programme standard
Professionnel senior détaché P5	3	Programme standard
CDD P 5 Communications	1	Programme standard
Administration générale	2	Programme standard
APO	1	Ressources extra-budgétaires
Professionnel intermédiaire P3	1	Ressources extra-budgétaires
Consultant assistant Présidence	1	Ressources extra-budgétaires
Consultant interméd. pris en charge FIDA	1	Ressources extra-budgétaires
Consultants intermédiaires	2	Ressources extra-budgétaires
Consultant junior	1	Ressources extra-budgétaires
<b>Total</b>	<b>14</b>	

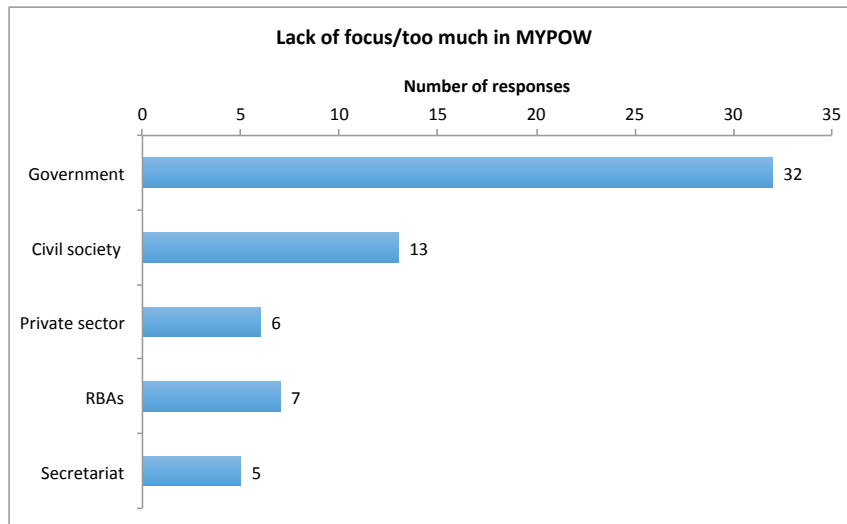
Source: CFS Secretariat

66. Le nombre d'employés au sein du Secrétariat varie, en fonction du programme de travail et des ressources disponibles pour financer les travaux. Le Secrétariat reçoit un tiers de sa contribution de la part des ABR sous la forme de cadres senior P5 détachés auprès du Secrétariat. Ces postes ont été vacants à plusieurs reprises en raison de retards pris par les Agences basées à Rome pour les pourvoir, par exemple, le poste à pourvoir par la FAO était vacant depuis plus d'un an, tandis que le PAM ne peut parfois fournir du personnel que sur une base temporaire et à court-terme. Le FIDA n'a pas actuellement de professionnel senior P5 détaché auprès du Secrétariat, mais il contribue du personnel d'échelon intermédiaire et un agent de liaison senior qui se réunit avec le Secrétariat de temps en temps. Le personnel senior détaché en tant que professionnel de la communication travaille sur un contrat à court terme. Le Secrétariat doit engager des consultants pour combler les lacunes, ce qui vient s'ajouter aux coûts de personnel du Secrétariat.
67. La moitié du personnel du Secrétariat est financée par des ressources extrabudgétaires et dépend donc de la disponibilité des fonds versés par les donateurs.

## Programme pluriannuel de travail

68. Un thème récurrent chez les personnes interrogées est que le Comité s'occupe de trop de choses, ce qui a un impact négatif sur la performance du Comité. Le graphique 3 montre le nombre de références à la nécessité de se concentrer sur un nombre limité de thématiques et de définir des priorités afin d'être plus efficace. Les commentaires incluent également la nécessité d'améliorer le processus PTPA et d'étendre la portée du programme de travail pluriannuel à quatre ans. Les représentants de gouvernements interrogés sont ceux qui ont fourni le plus grand nombre de réponses sur ce point.

**Graphique 3: Réponses - Trop d'activités dans le PTPA / Besoin de focaliser**



69. Il est difficile de restreindre les activités du CSA, étant donné qu'il y a de nombreuses questions urgentes à traiter en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le rapport du HLPE sur les "Questions cruciales et émergentes" est censé être le point de départ et servir d'orientation aux membres du CSA et aux parties prenantes pour leur permettre d'identifier les activités pour l'exercice biennal. Dans la pratique, le rapport a eu une influence limitée sur l'identification des activités pour le PTPA. Le PTPA actuel a un horizon à deux ans et n'est pas intégré dans un cadre stratégique à moyen terme. Cela conduit à une approche focalisée sur le court terme et une propension à inclure autant d'activités que possible dans ces deux ans. La CSA 43 a mandaté le GTCL-PTPA afin qu'il étudie la faisabilité d'un programme de travail pluriannuel sur quatre ans.

70. Une autre lacune du PTPA est qu'il est affecté par un déficit budgétaire dès son approbation. Ainsi en 2016-2017, le PTPA avait un déficit de financement de 50%. Planifier des activités sans disposer d'un budget adéquat n'est pas une méthode efficace étant donné qu'il s'en suit des retards dans la mise en oeuvre voire l'abandon de projets pour ne réaliser que ce qui est financé. Les services de traduction et d'interprétation pour le CSA sont un facteur de coût majeur et certains membres du CSA estiment que s'il y avait moins d'activités cela réduirait la pression sur le budget du CSA. Bien que le CSA ait réussi à combler l'écart / réduire le déficit de financement pour l'ensemble du PTPA, il subsiste des déficits de financement pour le HLPE et le MSC qui auront un impact sur leur capacité à livrer les résultats prévus. Le MSC a indiqué qu'il devra réduire de trois à un le nombre de participants aux réunions des GTCNL et que cela aura un impact sur leur capacité à apporter une diversité de voix aux discussions.

71. Le CSA n'a pas de stratégie de mobilisation des ressources et se contente essentiellement d'attendre que les donateurs versent des contributions volontaires. Il y a un petit noyau de membres du CSA qui versent des contributions volontaires et la Présidence du CSA a imploré les autres pays à faire de même, bien que le montant soit modeste. Les interviews des membres du CSA ont permis de constater que la plupart des membres du CSA ne sont pas d'avis qu'ils devraient contribuer financièrement au CSA étant donné qu'ils paient déjà des contributions aux ABR. Le Secrétariat du CSA étudie des options pour un modèle de financement durable, en s'inspirant des modèles de financement d'organisations similaires. Ce travail était toujours en cours au moment de la rédaction du présent rapport d'évaluation.

### **Communication et sensibilisation**

72. Le Comité dispose d'une stratégie de communication et de sensibilisation adoptée par la Plénière du CSA en 2013. La stratégie propose de s'appuyer sur les réseaux au sein du Comité pour sensibiliser aux produits du CSA, promouvoir leur utilisation et obtenir des commentaires en retour. Les membres du CSA sont le principal réseau de communication et de promotion du CSA, de ses produits et la manière dont ils peuvent être utilisés. La stratégie identifie également les Agences basées à Rome en tant que réseau de sensibilisation aux produits du CSA ainsi que d'autres membres du Groupe consultatif. La responsabilité des membres du Groupe consultatif en ce qui concerne la communication et la sensibilisation au travail mené par le CSA est définie dans les Termes de référence pour le Groupe ainsi que dans les Règles de procédure. Les rapports annuels au Bureau des ABR, du MSC et du MSP décrivent plusieurs exemples de ces activités de communication et de sensibilisation. D'autres membres, à savoir, le Groupe de travail de haut niveau, l'UNSCN et le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation ont également donné des exemples d'initiatives de communication des décisions du CSA. La stratégie prévoit que le HLPE va promouvoir ses rapports au sein de la communauté des chercheurs.
73. Les efforts à ce jour n'ont pas permis une prise de conscience généralisée du Comité et de ses produits au niveau des pays. Sur les 156 personnes consultées au niveau des pays, seulement 30 (19 %) a été en mesure d'identifier au moins l'un des principaux produits du CSA. Il y a un faible niveau de connaissance des produits du CSA chez les responsables gouvernementaux, ainsi que chez le personnel du système des Nations Unies au niveau des pays. La situation est meilleure dans la société civile où les organisations participantes du Mécanisme de la société civile sont activement engagées dans la promotion et le travail de plaidoyer pour l'utilisation et l'application des produits du CSA. Dans le cas du Mécanisme du Secteur privé, ses membres au niveau des pays sont informés de l'existence du Comité et de ses produits.
74. Le Comité et ses produits ont tendance à être connus seulement de quelques fonctionnaires dans les ministères de l'Agriculture qui ont assisté à une Plénière du CSA ou encore de ceux qui participent à la mise en œuvre des DVGT avec le soutien de la FAO. Les outils prévus dans la stratégie de communication pour aider les États membres du CSA à promouvoir le travail du Comité et l'utilisation de ses produits ne sont pas encore disponibles. Le Mécanisme de secteur privé et le Mécanisme de la société civile ont mis au point leurs propres supports pour le travail de plaidoyer et de sensibilisation au Comité. D'autres membres du Groupe consultatif ont demandé au Comité de fournir des fiches synthétiques pour les aider dans la promotion du travail du Comité et de fournir des informations régulièrement mises à jour afin qu'ils passent cette information à leurs réseaux.

**Question d'évaluation clé 2.2:** Dans quelle mesure les stratégies, les outils, les produits et les recommandations contribuent-elles aux résultats ?

75. Entre 2010 et 2016, le Comité a produit quatre principaux produits de convergence des politiques, des recommandations politiques sur la base de 10 rapports HLPE et des recommandations politiques à la suite de 3 tables rondes politiques. Ce sont les résultats de travaux de recherche approfondis et des processus de consultation et de négociation intensifs. L'attente est que les pays s'emparent de ces produits et recommandations politiques pour leurs propres cadres politiques nationaux. Il est également attendu que les pays disposent - plus ou moins - des capacités nécessaires pour mettre en œuvre ces produits. Les entrevues avec des représentants du gouvernement et de la société civile au niveau des pays ont révélé que la mise en œuvre des DVGT par exemple, nécessite des outils de plaidoyer et sensibilisation, des conseils pratiques pour la mise en place des structures de pilotage afin de superviser la mise en œuvre des différents projets dans le cadre des DVGT, des outils pour la mise en place ou le renforcement des plateformes multi-acteurs existantes ainsi que des outils de Suivi.
76. La CSA 36 a approuvé une proposition visant à élaborer et mettre en œuvre la cartographie des actions dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition (politiques, programmes, stratégies, plans et projets) ainsi que leurs liens avec les ressources domestiques et des donateurs, les populations bénéficiaires et les institutions chargées de la mise en œuvre. Le but de cette cartographie était d'améliorer la capacité des gouvernements nationaux et d'autres parties prenantes à prendre des décisions sur la conception et la mise en œuvre de politiques et stratégies ainsi que de mieux informer les décisions en matière d'allocation des ressources. Une Équipe spéciale pour la cartographie des actions dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été créée pour fournir des conseils et des orientations sur le processus de développement et de mise en œuvre de l'outil de cartographie.
77. Des retours sur le processus ont été présentés lors de la CSA 37 et la CSA 39, le Comité ayant approuvé l'identification des moyens permettant d'améliorer l'harmonisation des méthodes et des outils ainsi qu'une rationalisation de la cartographie des actions à inclure. Les Agences basées à Rome ont été encouragées à contribuer aux travaux, en fonction des ressources disponibles.<sup>19</sup> Le Comité n'a reçu aucune information ou mise-à-jour supplémentaire sur la cartographie des actions au niveau national. La FAO a repris l'idée d'une cartographie et a développé le "*Food Security Commitment and Capacity Profile*", un outil qui permet d'évaluer et suivre la performance des autorités nationales par rapport à leur engagement et leur capacité à prendre des mesures contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.<sup>20</sup>

**Question d'évaluation clé 2.3:** Dans quelle mesure les plates-formes de parties prenantes, les interactions et les structures contribuent-elles aux résultats?

78. Il existe des plates-formes régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, mais le Comité ne semble pas avoir une interaction régulière avec ces dernières. Des exemples de ces plates-formes sont la "*Hunger Free Latin America and Caribbean*

<sup>19</sup> Rapport final CSA39, <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/MF115f.pdf>

<sup>20</sup> FAO, "Acting on food insecurity and malnutrition, Food Security Commitment and Capacity Profile", 2014



*Initiative*" (Initiative régionale 1) et la "*Mesoamerica Without Hunger*" (Initiative sous-régionale). Il existe des Mécanismes régionaux en Afrique de l'Ouest, comme par exemple, le CILSS - Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel, qui est le bras technique de la CEDEAO pour la sécurité alimentaire et la résilience et a été étendu à d'autres pays ouest-africains, dont le Ghana. Il y a également une plate-forme de l'OCDE soutenant la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Sahel. Les personnes interrogées au niveau des pays ont suggéré que le Comité devrait disposer d'un Mécanisme qui lui permette d'avoir une interaction régulière avec eux. Il a également été suggéré que le Comité se réunisse avec les organes intergouvernementaux régionaux étant donné qu'ils disposent de cadres d'action régionaux sur lesquels pourrait s'appuyer le Comité.

79. La Présidence du Comité informe les Conférences régionales de la FAO des travaux du Comité ainsi que des décisions de la Plénière du CSA. Elle couvre toutes les conférences régionales de la FAO. Il s'agit principalement de séances de partage d'information..
80. Le Comité présente un rapport annuel de ses décisions à l'ECOSOC lors de l'Assemblée générale des Nations Unies et la Présidence du Comité assiste à la réunion annuelle à New York en Juillet. Les résolutions de l'Assemblée générale font référence aux travaux du Comité et aux rapports du Groupe d'experts de haut niveau.
81. Le Comité a des liens avec le Forum politique de haut niveau pour le développement durable, par l'intermédiaire du Groupe de travail de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Forum politique de haut niveau est très intéressé par le fait d'impliquer le Comité dans son exercice de suivi et d'examen des Objectifs de Développement Durable (ODD). Le Forum politique de haut niveau voit le Comité comme un canal à travers lequel il peut tirer des leçons de l'expérience pratique des pays qui mettent en œuvre l'agenda de développement 2030 en ce qui concerne la sécurité alimentaire et la nutrition.

**Question d'évaluation clé 2.4:** Quels résultats et dynamiques inattendus ont émergé des six rôles et structures ?

82. L'unique résultat inattendu mentionné explicitement par deux personnes interrogées, est le fait que les rôles et les structures du Comité réformé ont entraîné une plus grande collaboration entre les Agences basées à Rome. Ils siègent au Groupe consultatif et sont capables d'entendre et - nous l'espérons - comprendre les points de vue et les approches des uns et des autres sur une question particulière.

### 1.3 Dupliquer l'approche multipartite

83. Cette section du rapport traite de l'intégration du CSA et l'approche multipartite qu'il utilise. L'évaluation a porté sur la mesure dans laquelle une diversité des voix participe à l'élaboration des politiques; comment est adressée la question de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes ainsi que la mesure dans laquelle les intérêts des jeunes, les populations autochtones et les populations marginalisées sont intégrés aux travaux du CSA. L'approche multipartite du CSA a le potentiel d'être reproduite dans d'autres instances du système des Nations Unies et l'évaluation a examiné les conditions nécessaires pour que la plate-forme puisse fonctionner efficacement..

**Question d'évaluation clé 3.1:** Dans quelle mesure la plate-forme multi-partite a-t-elle fait

participer une diversité de voix dans l'élaboration des politiques?

**Diversité des voix**

84. La réforme a défini le rôle du Comité comme étant d'être". . . *la principale plateforme internationale et intergouvernementale, ouverte à tous . . .* " et la plupart des acteurs du CSA considèrent que le Comité est unique en son genre, du moins dans le système des Nations Unies, voire à l'échelle mondiale. Le Comité s'appuie aujourd'hui sur une gamme beaucoup plus large de parties prenantes dans sa plate-forme par rapport au moment de la réforme du CSA. L'élargissement de la base des acteurs impliqués est la conséquence de l'inclusion de la société civile et du secteur privé ainsi que d'autres entités des Nations Unies, directement ou indirectement par l'intermédiaire du Groupe de travail de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La nature de l'implication des acteurs non étatiques a changé depuis l'époque d'avant la réforme.

Comme l'explique un acteur non étatique: "*Auparavant, nous n'avions pas accès au bâtiment de la FAO, ensuite nous avons pu y accéder, mais pas entrer dans les salles. Ensuite nous avons été autorisés à entrer dans les salles, mais pas de nous asseoir à la table. Aujourd'hui, nous sommes admis à la table et nous pouvons discuter de nos problèmes directement avec les gouvernements et entendre ce qu'ils pensent.* "

85. Il y a des organisations qui sont absentes de la plate-forme. En ce qui concerne les États membres du CSA, les voix des gouvernements proviennent principalement des institutions chargées de l'agriculture et de la pêche ou encore des affaires étrangères / coopération au développement. Pourtant, la sécurité alimentaire et la nutrition est un concept large qui nécessite une approche multisectorielle allant au-delà du secteur agricole et incluant, par exemple, l'eau, l'environnement, le commerce et le développement économique. Plus récemment, l'inclusion de l'OMS en tant que membre ad hoc a élargi les voix. Les déplacements dans les pays ont permis de constater que les ministères du commerce et de l'industrie ne connaissaient pas le Comité, alors même que ces ministères jouent un rôle important dans le système de production et distribution alimentaire..

86. Un autre aspect se rapportant aux États membres du CSA est le fait que les pays en développement ne peuvent former que de très petites délégations et qu'il leur est donc impossible de participer à un grand nombre de processus d'élaboration des politiques du CSA. Les pays en développement ont tendance à ne pas participer à l'exercice de classement des thématiques prioritaires pour le PTPA et en conséquence leurs questions sont écartées de l'ordre du jour du CSA.

87. Il n'y a pas de diversité dans les voix des fondations philanthropiques, étant donné que la fondation qui occupe l'unique siège attribué au Groupe consultatif n'a pas fait de grands efforts pour contacter et collaborer avec d'autres fondations, même si elle a affirmé d'avoir l'intention de le faire. Dans le cas du secteur privé, les voix des petites et moyennes entreprises, aux dires du Mécanisme du secteur privé, ont tendance à ne pas être incluses dans les discussions politiques du CSA, principalement en raison de leur incapacité à financer elles-mêmes leur participation à ces discussions.

88. Disposer d'un siège à la table ne garantit pas que la voix de celui qui l'occupe sera entendue ou bien que tous les acteurs autour de la table ont un pouvoir égal à influencer les résultats des discussions sur les politiques. L'exclusion des discussions sur les politiques est systémique ou indirecte. Dans le cas du Comité, la maîtrise de la langue ou bien le manque de services de traduction et d'interprétation exclut, de manière non intentionnelle, des personnes des processus de discussions sur les politiques et de la négociation. Le Mécanisme de la société civile ainsi que les membres du CSA ont soulevé le problème linguistique. Selon eux, l'absence de traduction de nombreux

documents importants du CSA pose problème. De même, quand les discussions s'éternisent au delà des heures de travail et que les interprètes doivent s'en aller, le fait que les débats se poursuivent alors en Anglais uniquement désavantage de nombreux participants. Il a été dit que les délégués non anglophones ont pour habitude de quitter les négociations quand les interprètes ne sont plus disponibles voire se désintéressent tout simplement du processus.

89. Il y a des secteurs sociaux au sein du Mécanisme de la société civile qui estiment que leurs voix ne sont pas entendues dans les processus politiques du CSA, parce que certains groupes au sein du Mécanisme monopolisent l'espace. Ils soulignent également la difficulté de faire en sorte que leurs opinions dissidentes soient communiquées au Comité en raison des règles internes dans le Mécanisme de la société civile. Les membres du MSP, bien que participants actifs dans les processus du CSA estiment que leur voix n'ont pas la même valeur que les voix de la société civile. De son côté l'Organisation mondiale des agriculteurs estime que les voix des agriculteurs, petits et grands ne sont pas entendues au sein du CSA.

**Question d'évaluation clé 3.2:** Dans quelle mesure les questions concernant le genre et les jeunes, ainsi que les intérêts des populations autochtones et des populations marginalisées sont-elles prises en compte?

### Egalité des genres

90. Le Comité a adopté l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes comme principe de base pour garantir la sécurité alimentaire et la nutrition adéquate pour tous.<sup>21</sup> Les recommandations politiques sur le genre, la sécurité alimentaire et la nutrition (2011) représentent une bonne base pour le travail du CSA sur le genre. Le Comité a approuvé une série de recommandations fortes, y compris que le genre soit inclus dans les Mécanismes de suivi des actuelles et futures Directives volontaires, y compris les Directives sur la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate. Le travail du Comité sur le genre se reflète dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (DVGT) et est complété par un guide technique, "*Governing Land for Men and Women*", mis au point par la FAO, qui se focalise sur une gouvernance foncière équitable d'un point de vue du genre. Les négociations sur les Principes pour l'investissement responsable dans l'agriculture (IAR) sont censées être parvenues à inclure les questions de genre. D'autres publications importantes qui ont reçu une grande attention et ont inclus une prise en compte des questions de genre sont le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition en situations de crise prolongée (CDA-FFA), l'Eau pour la sécurité alimentaire et la nutrition; et Pertes et gaspillages alimentaires dans le contexte de systèmes alimentaires durables.
91. Un bon exemple de collaboration en matière d'égalité entre le Comité et les ABR est le développement de documents et de guides sur la base des produits du CSA. À l'heure actuelle, la FAO aide à l'élaboration d'un Guide de mise en œuvre sur l'égalité des genres dans les pêches artisanales (Directives SSF) qui sont en cours de révision par le biais d'une consultation en ligne.
92. Plus récemment, dans le PTPA 2016-2017 (voir les paragraphes 30-31), le CSA a accepté d'organiser un Forum sur l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité

<sup>21</sup> Extrait des recommandations politiques du CSA; Genre, Sécurité alimentaire et Nutrition <http://www.fao.org/3/a-av040f.pdf>

alimentaire et de la nutrition qui aura lieu lors de la CSA 44 en octobre 2017.<sup>22</sup> Un autre aspect important qui illustre les progrès réalisés dans l'adoption d'une perspective de genre, a été l'inclusion d'experts sur les questions de genre en tant que membres des équipes de support technique interministérielles et interinstitutionnelles (ABR) afin que ceux-ci fournissent des contributions régulières aux principaux Axes de travail du CSA et les aider à être plus inclusifs sur les questions de genre<sup>23</sup>.

93. Les recommandations politiques de 2011 sur "Genre, Sécurité alimentaire et Nutrition" ont formulé des recommandations fortes pour les États membres, mais nous n'avons pas d'informations sur le degré auquel ces recommandations ont été prises en compte et appliquées, étant donné qu'il n'y a pas eu de suivi de la mise en œuvre de ces recommandations.
94. Jusqu'à récemment, le Comité n'a pas directement travaillé avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes). L'un des rôles de ONU Femmes est d'aider les États membres à mettre en œuvre des normes mondiales sur l'égalité des genres et de soutenir les organismes intergouvernementaux comme la Commission de la condition de la femme dans la formulation de politiques et de normes au niveau mondial. ONU Femmes est potentiellement un partenaire précieux pour le CSA dans son travail sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

### **Participation de la Jeunesse**

ES1. L'importance de la jeunesse a été soulignée lors de la CSA 40. En 2015, le Comité a organisé des séances d'innovation pour la Jeunesse, par exemple, le "Youth Incubator", qui a fourni aux organisations de jeunesse l'occasion de partager les leçons apprises. Le Comité n'a pas de stratégie orientant son travail sur la jeunesse. Après le changement climatique, la jeunesse est la thématique qui a été identifiée le plus souvent par les personnes interrogées comme ayant besoin d'un effort plus important.

### **Peuples autochtones**

95. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA) a été adoptée par l'Assemblée générale en 2007 et enjoint les organes et les institutions spécialisées du système des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales à contribuer à la pleine réalisation de la Déclaration. Bien que petit en termes de pourcentage de la population mondiale, les peuples autochtones représentent environ 15 % des pauvres du monde et vivent dans des conditions défavorables qui menacent leurs moyens d'existence. Leurs systèmes de savoirs autochtones ont le potentiel de contribuer au développement durable, mais sont souvent ignorés.
96. Le Comité reconnaît la nécessité d'intégrer les questions des peuples autochtones dans son travail et s'en est chargé, dans une certaine mesure. Par exemple, le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les situations de crises prolongées, à son Principe 4 mentionne les considérations spéciales dont il faut tenir compte pour promouvoir et protéger les peuples autochtones qui sont impactées par les crises prolongées ou courent le risque de l'être. Les DVGT consacrent une importante section à

<sup>22</sup> "Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence" Rome, Italie, 12-15 octobre 2015 PTPA du CSA pour 2016-2017, <http://www.fao.org/3/a-mo317f.pdf>

<sup>23</sup> La question du Genre est intégrée dans les produits du CSA comme par ex. "Genre, Sécurité alimentaire et Nutrition" depuis 2010. Le ABR ont investi beaucoup de temps et détché leurs experts en genre afin de préparer et diffuser les outils de mise en oeuvre sur la base des produits du CSA.

la reconnaissance juridique et l'attribution des droits fonciers aux peuples autochtones ainsi qu'à d'autres groupes qui adoptent des systèmes fonciers coutumiers. Les DVGTT expriment clairement que les gouvernements et les acteurs non étatiques ". . . *doivent reconnaître que la terre, les pêches et les forêts ont une valeur sociale, culturelle, spirituelle, économique, environnemental et politique pour les peuples autochtones et autres communautés utilisant des systèmes fonciers coutumiers.*"<sup>24</sup>

97. Les droits des peuples autochtones en termes de consentement libre et informé préalable (CLIP) est inclus dans les Principes pour l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires (IAR), même si la formulation n'a pas été acceptée par certains États lors du processus de négociation. Le CLIP protège les droits de l'homme et se fonde sur le droit de tous les peuples à l'autodétermination. Le CLIP pour les peuples autochtones a été approuvée par le Comité en octobre 2014 et a été le résultat d'un processus de consultation mondiale sur deux ans, dans le but d'adopter des investissements positifs et d'autres politiques qui favorisent la sécurité alimentaire par opposition aux bénéfices des sociétés.<sup>25</sup>
98. L'équipe d'évaluation a observé dans ses déplacements sur le terrain aux Philippines que le gouvernement avait adopté les DVGTT comme guide pour la consolidation de la réforme agraire et prend en considération les droits des peuples autochtones dans la législation. Dans le cas du Panama où les DVGTT ont été adoptés, l'Etat respecte l'autonomie des peuples autochtones et leur droit à la terre.

### Autres groupes marginalisés

99. Les personnes handicapées sont vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en raison de leur pauvreté qui est souvent une cause de, ou une conséquence de leur handicap. La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes porteuses d'handicap (2008) a été ratifiée par 165 pays. Pourtant, dans de nombreux pays, les droits des personnes handicapées et leurs besoins spécifiques, sont souvent négligés dans les programmes de développement. L'Agenda 2030 pour le développement durable comprend sept objectifs qui font explicitement référence aux personnes handicapées et les objectifs concernant les personnes en situation de vulnérabilité incluent les personnes handicapées.

**Question d'évaluation clé 3.3:** Quelles sont les hypothèses, les facteurs et les conditions nécessaires pour que la plate-forme puisse fonctionner?

100. L'un des objectifs de l'évaluation est de tirer des enseignements de la collaboration multipartite. L'équipe d'évaluation a analysé les informations obtenues lors des interviews et a également examiné les plates-formes multipartites au niveau des pays. Les personnes interrogées ont identifié les conditions suivantes comme étant nécessaires pour que le Comité fonctionne en tant que plateforme multipartite efficace:

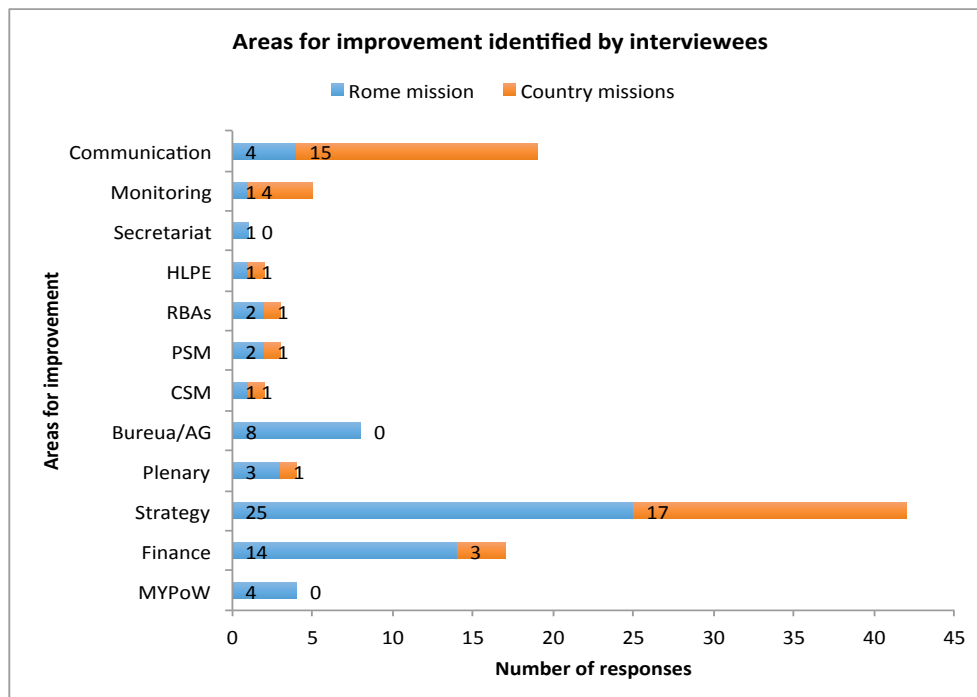
<sup>24</sup> Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (DVGTT), 2012, Rome, Italie; Partie 3, Reconnaissance juridique et attribution des droits et devoirs fonciers, Paragraphes 9.1-9.12

<sup>25</sup> *No Compromise on the Rights of Indigenous Peoples to FPIC in the CFS!* Transnational Institute, October 2014. <https://www.tni.org/en> ; <https://www.tni.org/en/declaration/no-compromise-rights-indigenous-peoples-fpic-cfs>

<b>Vision et Stratégie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La vision doit être sans ambiguïté</li> <li>• Les personnes au sein du Comité comme à l'extérieur doivent clairement savoir ce que le Comité cherche à atteindre.</li> <li>• Les objectifs doivent être spécifiques et non pas formulés de manière vague.</li> <li>• Sélectionner une thématique qui est d'un grand intérêt et qui amène les gens autour de la table pour en discuter.</li> <li>• Choisir plutôt une thématique qui a de l'importance pour le plus grand nombre et aura un impact véritable, plutôt qu'un grand ensemble de thématiques et qui ont peu d'impact.</li> <li>• Être flexible pour répondre aux conditions changeantes</li> </ul>
<b>Valeurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le respect mutuel et la confiance entre toutes les personnes qui font partie du Comité.</li> <li>• Esprit de collaboration et de consensus</li> <li>• Tous doivent travailler dans le même sens, même si chacun a des intérêts propres et des perspectives différentes.</li> <li>• Être inclusif dans les différentes structures du Comité</li> <li>• Egalité de voix pour tous "autour de la table"</li> <li>• Garantir la liberté d'exprimer ses points de vue sans crainte ni entrave</li> </ul>
<b>Capacités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité de leadership pour pouvoir peser sur l'ordre du jour de l'ONU</li> <li>• Des personnes à tous les niveaux qui peuvent faire la promotion du Comité</li> <li>• Un secrétariat en capacité de soutenir le travail du Comité</li> <li>• Capacité technique au sein du secrétariat et avoir l'accès à d'autres moyens techniques (ABR)</li> <li>• Les membres et les participants doivent avoir la capacité de faire leur travail au sein du Comité et participer aux différentes structures.</li> </ul>
<b>Systèmes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les procédures sont nécessaires et doivent être claires.</li> <li>• Flexibilité dans les procédures</li> </ul>
<b>Financement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le financement doit être suffisant pour réaliser ce que le Comité veut atteindre</li> <li>• Le financement doit être prévisible</li> </ul>
<b>Communication</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communiquer les messages de manière à générer un dialogue significatif, surtout quand il y a beaucoup d'informations techniques.</li> </ul>

101. Les suggestions d'amélioration fournissent un autre aperçu des conditions requises pour que le Comité puisse fonctionner efficacement. Les personnes interrogées ont formulé des suggestions pour améliorer le mode de fonctionnement du Comité. (Graphique 4) Sur les 110 suggestions faites, le plus grand nombre de suggestions (42) est lié à la stratégie, suivi par des suggestions relatives à la communication et la sensibilisation (19) suggestions ainsi que la finance (17). Les stratégies et la communication du Comité intéressent les pays, à en juger par le nombre d'améliorations suggérées.

**Graphique 4: Améliorations suggérées par les personnes interrogées**



102. Un échantillon de déclarations reflète certaines des suggestions faites par les personnes interrogées pour améliorer le fonctionnement du Comité.

- Le CSA devrait d'abord augmenter sa visibilité au sein de la famille des Nations Unies
- Il est indispensable de définir des priorités pour l'ordre du jour et du programme de travail. Il devrait être plus ciblé et moins encombré.
- Le CSA doit être modeste sur ce qu'il est capable de faire, étant donné qu'il n'est pas un organe exécutif chargé de la mise en œuvre.
- L'objectif principal du CSA se situe au niveau mondial - oeuvrer à la coordination et la convergence des politiques. Les États membres et les ABR sont les instances plus à même de faire avancer les choses au niveau du pays.
- Le CSA doit être réaliste sur son financement et vis-à-vis de la manière de répartir les fonds disponibles entre ses flux de travail.

## 2 Conclusions and Recommendations

### 2.1 Conclusions

#### 103. Enhanced coordination on food security and nutrition issues

**Conclusion 1:** *The Committee has put in place the mechanisms and processes to enhance global coordination on food security and nutrition issues. Although the Committee is addressing relevant issues in food security and nutrition that fall within its mandate, it has not articulated its comparative advantage in the area of food security and nutrition.*

104. The Committee is the only platform within the United Nations system that brings together a broad range of diverse stakeholders at the global level to develop guidelines and make policy recommendations, in the manner that it does, with non-state actors as equal partners, except for the final decision. It has the participation of civil society and the private sector in all its major processes, and is able to draw on the evidence base provided by the reports of the High Level Panel of Experts. This makes the Committee unique within the United Nations system, yet it is largely unknown outside of headquarters in Rome. The Committee is seen by those closely associated with it, to be addressing relevant food security and nutrition issues, but with the Committee largely unknown at the national level, it may not be relevant to the ‘ultimate beneficiaries’ of its work.

105. The CFS Plenary is a platform that has brought stakeholders together to dialogue on issues, and while the attendance levels of the Plenary have increased since the reforms of 2009, the decline in the levels of representation at the Ministerial level is worrisome. It may be an indication that the Committee’s relevance to and interest from those who make the policy decisions is declining.

106. The Committee’s work to date has covered a wide range of food security and nutrition issues, many of which are covered elsewhere. While the topics are relevant and important, the Committee is not always clear about what its added value is in pursuing certain issues. For example, has not sufficiently articulated its vision and strategy to contribute to global nutrition efforts.

107. The Committee has developed the Global Strategic Framework to improve coordination and guide synchronised action by stakeholders in food security and nutrition. The stated main added value of the Global Strategic Framework is to serve as a single reference document and as practical guidance on the recommendations of the Committee with regard to food security and nutrition issues. In its current format, the document is an information reference, and it is unclear how it can guide synchronised action.

#### Improved policy convergence

**Conclusion 2:** *The Committee has contributed to improved policy convergence on food security and nutrition issues to the extent that it has developed policy products that have potential application across many countries and regions. The Committee has achieved convergence on certain policy issues at the global level, but this has not yet translated into widespread use and application of its policy convergence products.*



108. The Committee's policy products have been consulted, negotiated and adopted on the basis of consensus, lending legitimacy to them. There is strong evidence that the VGGT is being applied in several countries. The available evidence shows limited use and application of the other policy convergence products of the Committee, namely, the RAI and FFA.

The following factors may explain the slow uptake of other Committee policy products:

- a) How CFS members, participants and stakeholders define policy convergence has implications for CFS effectiveness in promoting and improving policy convergence on food security and nutrition issues. In sharing their understanding of 'policy convergence' interviewees emphasised negotiation processes leading to consensus or agreement on policy recommendations. What should happen once consensus was reached was left implicit in most descriptions, though it could be inferred from other responses to the interviews that countries are expected to adopt those policy recommendations that were relevant to the country context. The Committee puts a great deal of thought, effort and resources into deciding on policy topics, obtaining the evidence to inform policy recommendations, consultation and negotiation to arrive at consensus. However, insufficient effort is put into working out the modalities for moving from policy recommendations to implementation.
- b) Committee and its policy products have a low profile or are not known at all in many countries, according to the vast majority of interviewees. This was borne out by the interviews at country level. Even in the case of the VGGTs, only CSM constituencies, and government and FAO officials who were involved in the implementation of the VGGT knew these guidelines. Committee promotes the VGGT, RAI, FFA and GSF as major policy products, and this creates the impression that the policy recommendations based on the HLPE reports are not 'major' and therefore not as important.
- c) The policy recommendations and policy products are broad and have to be adapted to the country context. This requires tools and support that the Committee is not in a position to provide.

### **Strengthened national and regional food security actions**

**Conclusion 3:** *The Committee has contributed to national actions on food security and nutrition, through the use and application of the VGGT in several countries. However, without a detailed evaluation of the VGGT projects that have been implemented, the evaluation team cannot draw conclusions about the extent to which national and regional actions have been strengthened.*

109. The VGGT have received, and continues to receive substantial support from FAO for its use and application in countries, and the independent evaluation of FAO's support is expected to assess the effectiveness of the support. The Committee's contribution to strengthening national and regional food security actions is not direct as the Committee is not an implementing body.

### **Functioning of the Committee**

**Conclusion 4:** *The Committee is functioning and has managed to generate a high level of outputs since the 2009 reform. Its performance of its six roles is uneven, and there are gaps and issues that it needs to address to be fully effective and efficient.*

110. As a platform for coordination at the global level, the Committee has managed to bring a wide range of stakeholders around the table to dialogue on food security and

nutrition issues. However, it is too early to conclude whether this has translated into strengthening collaborative action among stakeholders at the country level. The Committee has been able to produce policy convergence products, and there is evidence of use of one of its major products. The roles that the Committee has not been effective in executing are:

- Support and advice to countries and regions
- Coordination and national and regional levels
- Promoting accountability and sharing best practice

111. There is a lack of clarity and agreement about how the Committee should proceed with these roles. In the case of support and advice to countries and regions, the Committee at best can only facilitate support and advice to countries and regions. The Committee is an intergovernmental policy body, and not an implementing body. The Rome-Based Agencies and others in the United Nations system are better placed to provide support and advice to countries and regions. The Committee has had limited engagement with regional organisations, except for the briefings at the FAO regional conferences.

112. With regard to the Committee's role in promoting accountability and sharing best practices, the Committee has made a good start with the convening global events for sharing best practices. There are however, differing views in the Committee about its role in monitoring and what it should be monitoring. In the view of the evaluation team, it is not feasible, nor is it desirable for the Committee to attempt to monitor the implementation of the many policy recommendations, and policy products at the country level. Policy development processes at the country level are influenced by many different factors and sources of information, and it would be difficult to monitor the use of the Committee's products.

113. The Bureau, the Advisory Group, and the Open Ended Working Groups play a pivotal role in shaping the agenda of Committee and content of its work. The Open-Ended Working Groups are not as effective as they could be. The Advisory Group adds value to the work of the Bureau, but the contestation over the membership of the Advisory Group threatens to reduce the effectiveness of the Advisory Group. The Civil Society Mechanisms and the Private Sector Mechanisms play an important role in facilitating the contributions of non-state actors in the work of the Committee. Both mechanisms are seeking to have the requisite 'space' to ably facilitate the views of their participating organisations. The Joint Bureau-Advisory Group meetings are a platform for influencing the decisions of the Bureau and ultimately, the Plenary. It is therefore not surprising that there is contestation over the representation and the distribution of seats in the Advisory Group.

114. The High Level Panel of Experts has produced reports that cover a range of food security and nutrition issues. There is broad agreement amongst CFS Members and stakeholders on the importance of the Panel in bringing scientific evidence to inform the decisions of the Committee, but the potential of the Panel is not fully exploited. The panel has a number of challenges including the lack of adequate resources to promote its work.

115. Multi-Year Programme of Work, although it follows a rigorous process of identifying the priorities for the Committee over the biennium, has not been successful in limiting the number of priorities that are finally approved. The Committee's effectiveness and efficiency are impacted negatively by the unpredictability of its funding and the resources for the Joint CFS Secretariat.

116. The Committee has not been effective in its communication and outreach, as it is largely unknown at the country level. The Civil Society Mechanism and the Private

Sector Mechanism promote the Committee and raise awareness of products and decisions, amongst their constituencies. The gap lies in the communication between delegations in Rome and ministries at the country level.

### **Diversity and inclusiveness**

117. **Conclusion 5:** The reformed Committee has engaged a greater diversity of actors than was the case prior to the reform, but not all voices feel that they are heard. There are stakeholders who could potentially add value, but are not present in the CFS platform.

118. Committee has integrated gender equality and the empowerment of women to a great extent. It has produced policy recommendations on gender, but the extent to which these have been taken up by countries and regions is unknown. The participation of youth is receiving more attention in the Committee's agenda than has been the case in the past. The Committee's approach to youth however, is ad hoc. The Committee has integrated the interests of Indigenous Peoples into its work, but issues of Indigenous Peoples are championed primarily by the Civil Society Mechanism and not by the Committee as a whole. People with disabilities are not on the agenda of the Committee.

### **Conditions, assumptions, and replicating the multi-stakeholder model**

119. **Conclusion 6:** The Committee is potentially a good model for the collaboration and partnership required to achieve the targets of the Sustainable Development Goals. However, it still lacks some of the factors or conditions required to function effectively as a multi-stakeholder platform.

120. Successful multi-stakeholder initiatives have clear objectives and a single issue that brings stakeholders to the table to try to resolve. The Committee covers a broad spectrum of food and security issues, and does not have a single focus that stakeholders can rally around. The Right to Adequate Food, which was one of the drivers for the reform, does not have a high profile on the agenda of the Committee.

121. There must be mutual respect and trust among stakeholders. This is something that is still evolving in the Committee. People don't work together because they trust one another – they develop trust through working together. Stakeholders must feel that they have an equal voice and that their different contributions have equal value in the Committee. This is an area where the Committee and its mechanisms have challenges. There are groups that feel excluded or that their contributions are not valued equally.

122. Multi-stakeholder platforms require predictable resources and a stable core staff to support it. These two conditions are not in place in the Committee and so the sustainability of the Committee is at risk. Effective multi-stakeholder platforms are good at communicating their vision, and demystifying the technical aspects of their work. This condition is not present in the Committee.

## 2.2 Recommendations

123. The evaluation team proposes a number of recommendations, recognising that the Committee is addressing a number of the issues raised in this evaluation.

### Recommendations on strategy

124. The Committee should develop a strategic framework to guide its work over the medium-to-long term. Such a framework should set out a small number of strategic priority areas. The strategic framework does not replace the Reform Document. It seeks to give clarity and specificity to what the Committee should be focusing on to achieve the vision set out in the Reform Document. Within the strategic framework, the Committee is better placed to formulate clear objectives, and the theory or theories of change that underpin its work. This could also assist the Committee in clarifying how best to execute its roles in the Reform Document.

125. In selecting and developing policy convergence products, the Committee should from the outset consider the primary users of its products, what mechanisms will be required for these products to reach the primary users, what capacities will be required for primary users to make effective use of the products, and which partners can provide the capacity and support for the use and application of the product.

126. The High Level Political Forum on the 2030 Agenda represents an opportunity for the Committee to position and profile itself at the global level. The Committee utilise the platform presented by the High Level Political Forum, to showcase its work. It should also leverage its relationship with the High Level Task Force on Food and Nutrition Security to secure the support of other United Nations entities.

### Recommendations on the Bureau, Advisory Group and Open-Ended Working Groups

127. The Open-Ended Working Groups should all have approved terms of reference to guide their work. The work of the three core Open-Ended Working Groups, namely, MYPoW, Monitoring, and the Global Strategic Framework are interrelated. They should hold joint discussions at least twice a year to ensure that there is synergy and alignment.

128. The Bureau should consider taking decisions in the Joint Bureau-Advisory Group meeting, and reserve the Bureau meetings for those items that do not require the input and discussion with the Advisory Group. This will eliminate duplication of the agendas and also promote transparency in the decision taking of the Bureau.

129. The issue of the number of seats on the Advisory Committee is not simply about the number of seats for the Civil Society Mechanism and the Private Sector Mechanism. There is also the status of WHO and WFO as ad hoc members, and the need for broader representation of philanthropic foundations. The Committee should initiate a formal process of reviewing the membership of the Advisory Committee. In doing so, it should take into consideration the following:

- a) The strategic framework recommended at paragraph #
- b) The Reform Document (paragraph 7) calls for a composition that ensures that the voices of all relevant stakeholders, *particularly those most affected by food insecurity*, should be heard.
- c) The roles that selected United Nations entities, including the Bretton Woods institutions (excluding the Rome-Based Agencies) currently play on the Committee, and the roles envisaged going forward in the Sustainable Development Goals, especially SDG 2.

d) The status of regional organisations as observers, and their future role in the work of the Committee.

e) The resource implications of changes to the Advisory Group memberships

130. The mechanisms in the Committee are self-organising, and how their internal structures and processes are their prerogative. They should review the internal structures and processes to ensure that are inclusive of the voices of all their constituencies. This recommendation is specifically directed at the Civil Society Mechanism, the Private Sector, and the Bill and Melinda Gates Foundation, but does not preclude other Participants in the Advisory Committee from doing so.

### **Recommendations on the High Level Panel of Experts**

131. The Committee should retain the maximum of one report per year for the High Level Panel of Experts. The Steering Committee of the Panel should discuss with the Bureau and the Advisory Group, their requirements and expectations regarding the framing of recommendations. The High Level Panel of Experts should consult the non-scientific community about ways to improve the accessibility and use of the information contained in the reports.

### **Recommendations on MYPoW and resourcing**

132. The Committee should consider developing a four-year MYPoW that is reviewed and updated annually. The Strategic Framework and the Critical and Emerging Issues Papers of the High Level Panel of Experts should inform the contents of the MYPoW. There should be room for flexibility in taking on new issues not covered in the Critical and Emerging Issues Papers. The selection criteria and the process of prioritisation should be improved. Topics should not be selected unless it can be demonstrated that the Committee has a comparative advantage and can add value. Steps should be taken to ensure that all CFS Member States and stakeholders participate in the prioritisation process. This may mean a longer consultation process, but will ensure inclusiveness and buy-in in the long run.

133. The Committee should resolve the issue of sustainable financing and resourcing of its functions. In this regard, it is recommended that there be a formal agreement between the Committee and the Rome-Based Agencies to secure their annual financial contributions to the functioning of the Committee, and their contribution in the form of senior staff seconded to the Secretariat. All core staff (not consultants) should be funded from core funding.

134. The Committee should consider establish a pooled funding mechanism to which should operate along the lines of 'budget support', with funding from different sources, including the private sector and philanthropic organisations. Donors should not be permitted to select specific projects to fund. How the funding is spent should be determined by the MYPoW, and accounted for through the annual reporting of the Committee.

### **Recommendations on monitoring**

135. The Committee should not seek to monitor the use of its products or the implementation of its policy recommendations directly, as it is not feasible for the Committee to monitor the large number of recommendations and actions at the country level. Nor should the Committee seek to monitor for the purpose of attributing positive changes at the national level to the influence of its policy products, as there are a large number of factors other that influence policy-making at the country level. The Committee's approach to monitoring should be to leverage the information that the

Rome-Based Agencies have on the actions being taken at the country level. The Committee seek to seek to draw on multiple perspectives on its products from, for example civil society, the private sector, and the wider research community.

136. The Committee should commission periodic evaluations of its work. These evaluations may focus on a specific theme, or could be a comprehensive review of its performance. Where appropriate, the Committee should consider requesting the evaluation offices of the Rome-Based Agencies to conduct a joint evaluation.

137. The Committee should continue to implement the 'events' approach to monitoring, as a vehicle for sharing knowledge and learning. It should consider convening regional events, in partnership with the relevant regional organisations. This could strengthen the bridges between the Committee and regional organisations, and contribute to improving coordination with the regional level.

### **Communication and outreach**

138. The Committee should review and update its communication strategy. Greater emphasis should be placed on the role of CFS Members to communicate with the countries, on matters relating to the Committee. The Secretariat can assist the CFS Members, as well as Participants by providing short briefs on the work of the Committee.

**Annex A: Concept Note**

(separate PDF document)

## **Annex B: List of documents consulted**

- CFS.** 2009. *Reform of the Committee on World Food Security*. Rome.
- CFS.** 2013. *CFS Multi-Year Programme of Work (MYPoW) for 2014 - 2015*. Rome.
- CFS.** 2013. *Report of the Fortieth Session of the Committee on World Food Security*. Rome.
- CFS.** 2014. *Report of the Forty-first Session of the Committee on World Food Security*. Rome.
- CFS.** 2015. *CFS Multi-Year Programme of Work (MYPoW) for 2016 - 2017*. Rome.
- CFS.** 2015. *Concept Note for Evaluation of the Effectiveness of CFS Reform*. CFS Bureau and Advisory Group Meeting 24 November 2016. Rome.
- CFS.** 2015. *Following Progress on Decisions and Recommendation of CFS*. Rome.
- CFS.** 2015. *Report of the Forty-second Session of the Committee on World Food Security*. Rome.
- CFS.** 2015. *Report on the findings of the CFS Effectiveness Survey*. Rome.
- CFS.** 2016. *Background Note on the Open-Ended Working Group on Monitoring*. Rome.
- CFS.** 2016. *CFS Approach to Policy Convergence*. CFS Bureau and Advisory Group Meeting, 31 March 2016. Rome.
- CFS.** 2016. *Draft Decision Box for Monitoring: Terms of Reference to share experiences and good practices in applying CFS decisions and recommendations through organizing events at national, regional and global levels*. Open-Ended Working Group on Monitoring Meeting #2. Rome.
- CFS.** 2016. *Draft Terms of Reference to share experiences and good practices in applying CFS decisions and recommendations through organizing events at national, regional and global levels*. Open-Ended Working Group on Monitoring Meeting #2. Rome.
- CFS.** 2016. *Farmers' Contribution to the Committee on World Food Security*. CFS Bureau and Advisory Group Meeting, 31 March 2016. Rome.
- CFS.** 2016. *Information Note on the experiences and good practices in the use and application of the VGGT*. Rome.
- CFS High-Level Panel of Experts.** 2015. *Info Note on the High-Level Panel of Experts for Food Security and Nutrition (HLPE) of the Committee on World Food Security (CFS)*. Rome.
- CFS High-Level Panel of Experts.** 2015. *Summaries and Recommendations of HLPE reports 1-9*. Rome.
- CFS High-Level Panel of Experts.** 2016. *HLPE impacts (2010 – 2015)*. 13<sup>th</sup> Meeting of the HLPE Steering Committee. USA.
- CFS High-Level Panel of Experts.** 2016. *Note to the Trust Fund Oversight Committee on HLPE impacts: Update for the year 2015*. Support to the establishment and functioning of the HLPE (HLPE Trust Fund). USA.
- FAO.** 2014. *Independent Review of FAO Governance reforms*. Rome.
- FAO.** 2016. *Evaluations in FAO*. Rome.



**FAO & WHO.** 2014. *Framework for Action*. Second International Conference on Nutrition. Rome.

**FAO & WHO.** 2014. *Rome Declaration on Nutrition*. Second International Conference on Nutrition. Rome.

**FAO** (2014) Policy Paper, Food Security and Nutrition in Small Island Developing States (SIDS).

**FAO** Programme Committee 116 session (November 2014): PC116/5 - Indicative Rolling Work Plan of Strategic and Programme Evaluation 2015-17. Sourced at: <http://www.fao.org/3/a-ml978e.pdf>.

**FAO** (2013) Policy on Gender Equality Attaining Food Security Goals in Agriculture and Rural Development.

**FAO Office of Evaluation (OED)** (2012) Evaluation of FAO's Role and Work in Food and Agriculture Policy.

**FAO.** The State of Food and Agriculture 2010-2011, Women in Agriculture, Closing the Gender Gap in Development (2011), Rome, Italy. Retrieved from <http://www.fao.org/docrep/013/i2050e/i2050e.pdf>

**FAO.** SOFA Team. Gender Differences in assets. Rome, Italy. (2011) Retrieved from [www.fao.org/economic/esa](http://www.fao.org/economic/esa)

**FAO** Office of Evaluation. (2012) Evaluation of FAO's Role and Work in Food and Agriculture Policy.

**FAO** (2013) Policy on Gender Equality Attaining Food Security Goals in Agriculture and Rural Development.

**International Agri-Food Network.** 2015. *Private Sector Mechanism Position Paper on Strengthening CFS Reform Outcomes*.

**International Food Security and Nutrition Civil Society Mechanism.** 2015. *Civil Society Statements to CFS 42*.

**International Food Security and Nutrition Civil Society Mechanism.** 2015. *CSM Annual Report*.

*Patton, Michael Quinn.* 2003. *Qualitative Research and Evaluation Methods*, Thousand Oaks, CA: Sage Publications Inc.

**Schiavoni, C. & Mulvany, P.** 2014. *Evaluation of the CSM, Civil Society Mechanism for relations with the CFS*.

**UNGA.** 2016. *United Nations Decade of Action on Nutrition (2016-2025)*. New York City.

**United Nation Evaluation Group** (2011) Integrating Human Rights and Gender Equality in Evaluation-Towards UNEG Guidance. New York: UNEG

**United Nations Evaluation Group** (2016). Norms and Standards for Evaluation. New York: UNEG

**United Nations Secretary General's High-Level Task Force on World Food Security (HLPE)** (2012). Food security and climate change. A Report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Committee on World Food Security, Rome.

**World Bank**, 2011, World Development Report 2012. Gender Equality and Development (Washington DC).

**WFP.** 2015. *Annual Evaluation Report 2014*. Rome.

## **Annex C: List of persons consulted**

### **Brussels**

#### Civil Society Mechanism

**Kesteloot Thierry**, Policy Advisor, Oxfam-Solidarity

**Delvaux Francois**, Policy and Advocacy Officer, Cooperation Internationale our le Developpement et la Solidarite (CIDSE)

**Parmentier Stephane**, Policy Advisor, Oxfam-Solidarity

**Sanchez Javier**, La Via Campesina

**Ulmer Karin**, ACT Alliance EU

#### Others

**Viallon Isabelle**, European Commission's Directorate-General for International Cooperation and Development

### **France**

#### Government

**Ouillon Mme Isabelle**, chargée de mission au bureau Mondialisation et Sécurité alimentaire, Ministry of Agriculture, Agrifood and Forestry

**Pactet Jean-Francois**, Assistant Director for Human Development, Ministry of Foreign Affairs and International Development

**Pestel Heloise**, Sous-directrice des relations européennes et internationales, Ministry of Agriculture, Agrifood and Forestry

**Subsol Sebastien**, Head of Food Security, Nutrition and Sustainable Agriculture Unit, Ministry of Foreign Affairs and International Development

#### Civil Society Mechanism

**Chailleux Sebastien**, Action Aid

**Jamart Clara**, Oxfam France

**Jorand Maureen**, CCFD-Terre Solidaire

**Pascal Peggy**, Action contre la Faim

**Riba Christine**, Confederation Paysanne, French Via Campesina

#### Private Sector Mechanism

**Danielou Morgane**, PSM Secretariat

**Guey Delphine**, Public Affairs Manager, National Interprofessional Seeds Association

**Teo Leslie**, Global Policy and Intelligence Analyst, Danone

#### Others

**Bricas Nicholas**, Directeur de la Chiare Unesco Alimentations du Monde, French Agricultural Research Centre for International Development (CIRAD)

## **Jordan**

### Government

**Al-Sheyab Fawzi**, Director-General, National Center for Agricultural Research and Extension Services

**Al-Souf Issa**, Head of Rural Development and Gender Department, Ministry of Agriculture

**Barham Rawhieh**, Engineer, Nutrition Division, Ministry of Health

**Hwaidi Khaled**, Director, Food Security Unit, Ministry of Agriculture

**Masa'd Hanan**, Engineer, Nutrition Division, Ministry of Health

**Qaryouti Muien**, Deputy Director-General, National Center for Agricultural Research and Extension Services

### Civil Society Mechanism

**Akrouf Karim**, Tunisian Farmers Syndicate, Tunisia

**Aljaajaa Mariam**, Arab Network for Food Sovereignty; CSM Coordination Committee member for the West Asia Sub-Region and Coordinator of the CSM WG on Protracted Crises

**Anan Hassan**, Ouzai Fishermen Union, Lebanon

**Barhoush Rami**, Arab Group for the Protection of Nature

**Boleihi Abdullar**, National Federation for Traditional Fishing, Morocco

**Hijazeen Mohammad**, Land Center for Human Rights, Egypt

**Jamal Talab**, Land Research Center, Palestine, and member of CSM Coordinating Committee for the landless constituency

**Melhim Abbas**, Palestinian Agricultural Farmers Union

**Muhanadi Khaled**, Istidama, Qatar

**Siahat Mohammad**, Hashemite University, Jordan

**Zuayter Razan Zuayter**, Arab Network for Food Sovereignty; Technical Support person of Mariam Aljaajaa and Former Coordination Committee member

### Food and Agriculture Organization

**Alramadneh Waf'a**, Programme Officer

### World Food Programme

**Carey Erin**, Monitoring and Evaluation Officer

### Other UN Agencies

**Sato Midori**, Chief Specialist Nutrition, UNICEF; lead of nutrition cluster in Interagency Health Group

## **Panama**

### Government

**Batista Moises**, Agriculture, Ministry of Agriculture

**Canizales Bolivar**, Assistant to Minister of External Relations, Ministry of Foreign Affairs

**Cavallero Eira**, Director of Nutrition, Ministry of Health

**Giron Esteban**, Vice Minister of Agricultural Development, Ministry of Agriculture

**Lopez Max Jose**, Minister of External Relations, Ministry of Foreign Affairs

**Pinzon Zuleika**, Panama Aquatic Resources, Ministry of Fisheries

**Serrano Edgar**, Rural Development Division, Extension, Ministry of Agriculture

**Tello Rolando**, Director of Livestock Division, Ministry of Agriculture

**Valdespino Edgardo**, Technician, Ministry of Agriculture

#### Civil Society Mechanism

**Batista Maria Elizabeth**, Family Farming, Department of Veraguas

**Diaz Euclides**, Secretary General, National Livestock Association

**Hedman Taina**, Representative of Kuna Women

**Stanley Jorge**, International Congress of Indigenous Treaties

#### Private Sector Mechanism

**Tedman Frank Alexander**, Director, Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Panama

#### Food and Agriculture Organization

**Diaz Tito**, FAO Representative

**Boeger Vera**, Technical Staff, Territories, Water and Land

**Escala Lisbeth**, Nutrition Consultant

**Nava Alejandro Flores**, Regional Officer, Fisheries and Aquaculture

**Rappallo Ricardo**, Nutrition Regional Officer

**Veloso Najda**, Coordinator, School Feeding Programmes

#### WFP

**Barreto Miguel**, Regional Director for LAC Region; Former CFS Vice-President

**Farias Hugo**, Regional Adviser, Capacity Development

**Ferreira Alzira**, Deputy Regional Director

**Testolin Giorgia**, Cash and Voucher Regional Advisor

#### Other UN Agencies

**Carvalho Luiza**, Regional Director, UN Women

#### Others

**Diaz Luis**, Manager, National Bank of Panama

#### Philippines

##### Government

**Arcansalin Nestor P.**, Officer, Office of the Board of Investments, Ministry of Trade and Industry

**Antinero Ma. Eliza S.**, Project Development Officer III, Project Packaging and Resource Mobilization Division, Project Development Service

**Caneda Leo P.**, Former DA Executive Director of Region VIII; Office of the Undersecretary for Operations

**Guillen Reggie T.**, Nutrition Officer IV Department of Health, Ministry of Health

**Leones Jonas R.**, Under Secretary for International Affairs and Foreign Assisted Programmes

**Padre Elizabeth G.**, Chief of Project Packaging and Resource Mobilization Division, Project Development Service

**Padre Noel**, Director of Policy Research, Department of Agriculture

**Penaflor Francis M.**, Officer, Office of the Board of Investments, Ministry of Trade and Industry

**Rosario Rowel B. del**, OIC Chief, Project Identification & Evaluation Division, Project Development Service

**Yap Krisitine Jeanne A.**, Desk Officer for Europe and International Organizations, International Affairs Division, Policy Research Service

#### Civil Society Mechanism

**Anunciacion Roy**, People's Coalition on Food Sovereignty

**Cahilog Emily**, International Women's Alliance

**Cerilla Ireneo R.**, President of Pakisama

**Dominguez Myrna**, Asia Pacific Network for Food Sovereignty

**Itong Katlea Zairra B.**, Philippine Partnership for the Development of Human Resources in Rural Areas

**Macacut Sixo Donato C.**, Caucus of Development NGO Networks

**Marquez Nathaniel Don**, Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development

**Ramirez Marlene**, Secretary General, AsiaDHRRRA

#### Private Sector Mechanism

**Kistner Bruno**, Policy Director, Food Industry Asia

**Paraluman Edwin**, Coordinator, Asian Farmers Regional Network

**Tababa Sonny Perez**, Biotechnology Affairs Director, CropLife Singapore

**Tan Siang Hee**, Executive Director, CropLife Singapore

#### Food and Agriculture Organization

**Fernandez Jose Luis**, FAO Representative

**Portugal Aristeo A.**, Assistant FAO Representative

#### International Fund for Agricultural Development

**Pacturan Jerry**, Programme Officer

#### World Food Programme

**Agrawal Praveen**, Country Representative and Director

#### Other UN Agencies

**Almgren Ola**, UN Resident Representative

**Lumilan Eden Grace**, Analyst, UN Resident Coordinator's Office

**Kitong Jaque**, Technical Officer, Maternal and Child Health and Nutrition, World Health Organization

**Weller Gundo**, WHO Representative, World Health Organization

#### **Others**

**La'O Joanna T.**, Jollibee Group Foundation

**Morell Matthew**, Director General, International Rice Research Institute

**Novales Ruth P.**, Vice President, Corporate Affairs Department, Nestle

**Rabat Misha A.**, Corporate Affairs Executive, Nestle

**Tolentino Bruce J.**, Deputy Director General, International Rice Research Institute

#### **Rome**

##### **CFS Members**

**Arnesson-Ciotti Margareta**, Permanent Representative, Sweden

**Dawel Carolina Mayeur**, Head of Food Security and Environment, Policy, Ministry of Cooperation and Foreign Affairs, Spain

**De Santis Lorenzo**, Multilateral Policy Officer, United Kingdom

**Ding Lin**, First Secretary, Alternate Permanent Representative, China

**Germonprez Liselot**, Attache, Permanent Representative, Belgian

**Halley des Fontaines Segolene**, Agricultural Counsellor, Permanent Representative, France

**Hoogeveen**, Ambassador, Netherlands

**Jeminez Benito**, Secretary, Mexico

**Kubota Osamu**, Minister Counsellor, Deputy Permanent Representative, Japan

**Legros Dominique**, Secretary-General for Inter-Ministerial Committee on Agriculture, EU Affairs, France

**Mohamad Nazrain bin Nordin**, Second Secretary (Agriculture Affairs), Alternate Permanent Representative, Malaysia

**Myat Kaung**, Second Secretary, Alternate Permanent Representative

**Nasskau Liz**, Permanent Representative, United Kingdom

**Nolasco Domingo O.**, Deputy Permanent Representative, Philippines

**Okiru Grace**, Ambassador, Uganda

**Quaye-Kumah Nii**, Permanent Representative, Ghana

**Rajamaki Tanja**, Permanent Representative, Finland

**Ramsoekh Wierish**, Permanent Representative, Netherlands

**Salim Azulita**, Permanent Representative, Malaysia

**San Aye Aye**, Counsellor, Alternate Permanent Representative, Myanmar

**Sarch Marie-Therese**, Ambassador, United Kingdom

**Teodonio Charlotte**, Permanent Representative, Denmark

**Tomasi Serge**, Ambassador, France

**Trochim Jirapha Inthisang**, First Secretary, Alternate Permanent Representative

**Umeda Takaaki**, First Secretary, Alternate Permanent Representative, Japan

**Weberova Zora**, Alternate Permanent Representative, Slovak Republic

**Wiangwang Narumon**, Counsellor (Agriculture), Deputy Permanent Representative

#### Bureau & Alternates

**Abdul Razak Ayazi**, Alternate Permanent Representative, Agriculture Attaché, Afghanistan

**Abouyoub Hassan**, Ambassador, Morocco

**Bradani David**, Second Secretary, Permanent Mission of Italy

**Carranza Jose Antonio**, Permanent Representative, Ecuador

**Ciciliano Luis Fernando**, Adviser, Costa Rica

**Cohen April**, Political/Economic Section Chief, Alternate Permanent Representative, USA

**Holguin Juan**, Ambassador, Ecuador

**Hooper Matthew**, Deputy Permanent Representative to FAO, New Zealand

**Jonasson Jon Erlingur**, Permanent Representative, Iceland; CFS Vice-Chair

**Mellenthin Oliver**, Permanent Representative, Federal Republic of Germany

**Montani Nazarono**, Permanent Representative, Argentina

**Mme Mi Nguyen**, Deputy Permanent Representative, Canada

**Navarrete Rosemary**, Adviser (Agriculture), Australia

**Ortega Lilian**, Deputy Permanent Representative, Switzerland

**Rampedi Shibu**, Agricultural Attaché, South Africa

**Sacco Pierfrancesco**, Permanent Representative, Italy

**Xie Jianmin**, Counsellor, Deputy Permanent Representative, China

#### Chairs of Open-Ended Working Groups

**El-Taweel Khaled**, Chair of OEWG on Nutrition; CFS Bureau

**Gebremedhin Anna**, Chair of OEWG on Connecting Smallholders to Markets

**Md. Mafizur Rahman**, Chair of OEWG on Multi-Year Programme of Work; CFS Bureau

**Olthof Willem**, Chair of OEWG on Sustainable Development Goals

**Sabiiti Robert**, Chair of OEWG on Monitoring

**Tansini Fernanda Mansur**, Chair of OEWG on Global Strategic Framework; CFS Bureau Alternate

#### Civil Society Mechanism

**Ahmed Faris**, USC Canada

**Ajqujy Israel Batz**, International Federation of Rural Adult Catholic Movements, Guatemala

**Alkhalwaldeh Khalid**, World Alliance of Mobile Indigenous People, Jordan

**Alsalmiya Mohammed Salem**, Land Research Center Palestine

**Alvarez Marite**, World Alliance of Mobile Indigenous People, Argentina

**Akrout Karim**, Synagri, Tunisia

**Cahilog Emily**, International Women's Alliance, Philippines

**Coly Papa Bakary**, President, Youth Colleges, Conseil national de concertation et de cooperation des ruraux (CNCR)

**Cruz Gabriela**, Federacion Nac. De Coop Pesqueras del Ecuador, Ecuador

**Bianchi Luca**, Finance and Admin Officer, Civil Society Mechanism

**Bishop Robert**, Palau Organic Farmers' Association, Palau

**Costa Christiane**, HIC/Instituto Polis, Brazil

**Dowllar Sophie**, World March of Women, Kenya

**Ebsworth Imogen**, Australia Food Sovereignty Alliance, Australia

**Elaydi Heather**, Arab Network for Food Sovereignty, Jordan

**Fernandez George Dixon**, International Federation of Rural Adult Catholic Movements, India

**Gataru Patterson Kurla**, HIC/Mazingira Institute, Kenya

**Gonzalez Antonio**, Movimiento Agroecologico de America Latina y el Caribe, Guatemala

**Greco Rodolfo Gonzalez**, Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo, La Via Campesina, Argentina

**Guerra Alberta**, ActionAid International, Italy

**Guttal Shalmali**, Focus on the Global South, Thailand

**Hedman Taina**, Representative of Kuna Women, Panama

**Hutchby Carl**, International Indian Treaty Council, Panama

**Jaffer Naseegh**, World Forum of Fish Harvesters and Fish Workers, South Africa

**Kesteloot Thierry**, Oxfam Solidarite, Belgium

**Lukanga Editrudith**, World Forum of Fisherpeople, Tanzania

**Maisano Teresa**, Programme and Communications Officer, Civil Society Mechanism

**Macari Marisa**, Consumers International, Mexico/US

**Mallari Sylvia**, APC, Philippines

**Mupungu Nathanael Buka**, Alliance for Food Sovereignty in Africa, Democratic Republic of Congo

**Olson Dennis**, International Union of Food Workers, United States

**Rabetrano Richard**, Eastern and Southern Africa Farmers' Forum, Madagascar

**Rodriguez Fernando Ariel Lopez**, Conferacion de Organizaciones de Productores Familiares del Mercosur

**Sakyi Adwoa**, International Union of Food Workers, Ghana

**Sall Nadjirou**, Afrique Nourriciere, Senegal

**Sanchez Javier**, La Via Campesina, Spain

**Sarkar Ratan**, RTF Network Bangladesh

**Shatberashvili Elene**, Biological Farmer Association, La Via Campesina, Georgia

**Vispo Isabel Alvarez**, Urgenci, Spain

**Wiebe Nettle**, La Via Campesina, Canada

**Woldpold-Bosien Martin**, Coordinator, Civil Society Mechanism

Private Sector Mechanism



**Anderson Robynne**, Coordinator, Private Sector Mechanism

**Avisar Dror**, FuturaGene, Israel

**Bain Barrie**, International Fertilizer Association, United Kingdom

**Baldwin Brian**, IAFN Secretariat, Italy

**Boyes Tiare**, International Pacific Halibut Commission AGM Conference Board

**Caunt Jaine Chisholm**, The Grain and Feed Trade Association, United Kingdom

**Ceballos Paulina**, International Agrifood Network, Italy

**Danielou Morgane**, International Agrifood Network, France

**Deville Loraine**, Nutriset, France

**Docherty Paddy**, Phoenix Africa Development, United Kingdom

**Dredge Wayne**, Nuffield International, Australia

**Erickson Audrae**, Mead Johnson Nutrition, United States

**Green David**, The US Sustainability Alliance, United States

**Kolukisa Andac**, Global Pulse Confederation, Turkey

**Latimer Michael**, Canadian Beef Breeds Council

**May Mike**, FuturaGene, Spain

**Miller Gregory**, Dairy Management Inc., United States

**Moore Donald**, Global Dairy Platform, United States

**Otten Katrijin**, Cargill, United States

**Paschetta Nadia**, Export Trading Group Farmers Association, East Africa

**Pitre Yvonne Harz**, International Fertilizer Association, France

**Rogers Nicole**, Agriprocity, United Arab Emirates

**Scott Stephen**, Canadian Hereford Association, Canada

**Simpson John Young**, Duxton Asset Management, Singapore

**Smith Rob**, Canadian Hereford Association, Canada

**Weiss Martin**, Myanmar Awba Group, Myanmar

**White Rick**, Canadian Canola Growers Association, Canada

**Williams Katie**, The US Sustainability Alliance, United States

**Zeigler Margaret**, Global Harvest Initiative, United States

**High-Level Panel of Experts**

**Caron Patrick**, HLPE Chair

**Kalafatic Carol**, HLPE Vice-Chair

**Pingault Nathanael**, Coordinator for High-Level Panel of Experts

**CFS Chairs Present and Past**

**Gornass Amira**, CFS Chair (current)

**Verburg Gerda**, CFS Chair (2013 – 2015)

**Olaniran Olaitan Y.A.**, CFS Chair (2011 – 2013)

Secretariat

**Beall Elizabeth**, Consultant

**Cirulli Chiara**, Programme Officer

**Colonnelli Emilio**, Food Security Officer

**Fulton Deborah**, CFS Secretary

**Gherardelli Alessandra**, CFS Social Media Presence

**Hemonin Ophelie**, Food Security Officer

**Isoldi Fabio**, Assistant to CFS Chair

**Jamal Siva**, Liaison Officer

**Mathur Shantanu**, Manager, UN RBA Partnerships

**Orebi Sylvia**, Clerk Typist

**Salter Cordelia**, Senior Technical Officer

**Trine Francoise**, Senior Food Security Officer

Food and Agriculture Organization

**Belli Luisa**, Project Evaluation Coordinator, Office of Evaluation

**Burgeon Dominique**, Leader, Strategic Programme 5 (Resilience)

**Campanhola Clayton**, Leader, Strategic Programme 2 (Sustainable Agriculture)

**Dowlatchahi, Mina**, Deputy Director, Office of Strategy, Planning and Resource Management

**Hemrich Guenter**, Deputy Director, Nutrition

**Igarashi Masahiro**, Director, Office of Evaluation, FAO

**Jackson Julius**, Former CFS Secretariat

**McGuire Mark**, Senior Programme Coordinator, Strategic Programme 1 - Food Security and Nutrition, FAO

**Morrison Jamie**, Leader, Strategic Programme 4 (Food Systems)

**Munro-Faure Paul**, Deputy Director, Partnerships, Advocacy and Capacity Development Division, FAO

**Rapsomanikis, George**, Senior Economist, Trade and Markets Division

**Stamoulis Kostas**, Assistant Director-General a.i Economic and Social Development Department, FAO, and CFS Secretary (2007 - 2014)

**Takagi Maya**, Deputy Leader, Strategic Programme 3 (Rural Poverty Reduction)

**Tarazona Carlos**, Office of Evaluation

**Vos Rob**, Director, Economic and Social Affairs

International Fund for Agricultural Development

**Audinet Jean-Philippe**, CFS Alternate Advisory Group Member

**Garcia Oscar**, Director, Office of Evaluation

**Mathur Shantanu**, Manager, UN RBA Partnerships Office of the Associate Vice-President Programme Management Department

**Nwanze Kanayo**, President

**Prato Bettina**, CFS Advisory Group Member

World Food Programme

**Burrows Sally**, Senior Evaluation Officer, Office of Evaluation

**Omamo Steven Were**, Food Systems Coordinator and Deputy Director (OSZ), Policy & Programme Division

**Tamamura Mihoko**, Director, Rome-based Agencies and Committee on World Food Security

Other UN Agencies

**Branca Francesco**, Director Nutrition, WHO and Acting Executive Secretary of UNSNC (2015)

**Elver Hilal**, UN Special Rapporteur on the Right to Food

**Nabarro David**, High –Level Task Force on World Food Security and UN Secretary-General’s Special Adviser on the 2030 Agenda

**Oenema Stineke**, Coordinator, UN Standing Committee on Nutrition

**Wustefeld Marzella**, Technical Officer, Office of the Director, Department of Nutrition for Health and Development, WHO

World Farmers’ Organization

**Abdelmajid Ezzar**, President, Tunisian Union for Agriculture and Fisheries, Tunisia

**Batters Minette**, Deputy President, National Farmers’ Union, United Kingdom

**Capolongo Laura**, Junior Policy Officer, World Farmers’ Organization

**Chibonga Dyborn**, Chief Executive Officer, National Smallholder Farmers Association of Malawi, Malawi

**Marzano de Marinis Marco**, Secretary General, World Farmers’ Organization

**Mintiens Koen**, Livestock expert, Boerenbond, Belgium

**Ogang Charles**, President, Uganda National Farmers Federation, Uganda

**Roosli Beat**, Head of International Affairs, Swiss Farmers Union, Switzerland; Facilitator of the World Farmers’ Organization Working Group on Food Security

**Velde David**, World Farmers’ Organization Board Member for North America, United States

**Volpe Luisa**, Policy Officer, World Farmers’ Organization

**Watne Mark**, President, North Dakota Farmers Union, United States

Others

**Kouhene Mohamed el**, ex-World Food Programme Secretariat for CFS

**Salha Haladou**, Ambassador, Liaison for NEPAD, African Union

**Tran Hien**, Bill and Melina Gates Foundation

**Vidal Alan**, CGIAR

Senegal

Government

**Camara Ali Mohamed Sega**, Executive Secretary, National Council on Food Security

**Diallo Alimou**, Economist, Research, Planning and Statistics Unit, Ministry of Livestock and Animal Production

**Faye Augustin Yakhar**, Permanent Secretary, Commerce, Informal Sector, Consumption, Promotion of Local Products and SME

**Guye Khadime**, Technical Adviser, Ministry of Livestock and Animal Production

**Ka Abdoulaye**, National Coordinator of the National Committee for the Fight against Malnutrition, Senegal

**Mendy Ibrahima**, Director of Division, Analysis and Agricultural Statistics, Ministry of Agriculture and Rural Equipment

**Sakho Mamadou Ouseyou**, Permanent Secretary, Ministry of Livestock and Animal Production

**Sarr Alioune**, Minister of Commerce, Informal Sector, Consumption, Promotion of Local Products and SME

**Secka Dogo**, Permanent Secretary, Ministry of Agriculture and Rural Equipment

**Mbargou**, Director, Veterinary Services, Ministry of Livestock and Animal Production

#### Civil Society Mechanism

**Cisse El Hadji Themmo**, Assistant Coordinator, Conseil national de concertation et de cooperation des ruraux (CNCR)

**Coly Papa Bakary**, President, Youth Colleges, Conseil national de concertation et de cooperation des ruraux (CNCR)

**Sambaktu Zakaria**, Director of Programmes, Action Aid

#### Food and Agriculture Organization

**Diene Mamedou**, Political and Institutional Consultant

**Diop Ouseynou**, Programme Associate, Programme Unit

**Patrick David**, Deputy Head of Resilience Team and A.I. FAO Senegal

**Tardivel Geraldine**, Land Tenure Officer

#### Other UN Agencies

**Diallo Ousamane**, Communication, World Health Organization

#### Others

**Diouf Abdou**, Executive Secretary, Water, Life and Environment

**Ndiaye Seydou**, Secretary General, Civil Society Platform to Reinforce Nutrition in Senegal

#### Uganda

##### Government

**Hakuza Anna Nkeza**, Early Warning and Food Security, Animal Industry and Fisheries, Ministry of Agriculture

**Kashaija Imelda**, Deputy Director-General, Agriculture Technology and Promotion, National Agriculture Research Organization

**Mateeba Tim**, Senior Nutritionist, Reproductive Health Division, Ministry of Health

**Nahalamba Sarah**, Senior Planner, Population, Gender and Social Development, National Planning Authority

**Twesiime Fred**, Assistant Commissioner, Development Assistance and Regional Cooperation, Ministry of Finance, Planning and Economic Development

#### Civil Society Mechanism

**Joseph Taremwa**, Agro-Tourism Association

**Kenyangi Gertrude K.**, Support for Women in Agriculture and Environment

**Kizito Erick**, Pelum Uganda

**Nakato Margaret**, World Forum of Fish Harvesters and Fish Workers

**Nicholas Ssenyonjo**, Uganda Environmental Education Foundation

**Phionah Birungi**, Uganda National Apiculture Development Organization

**Phionah Kansiime**, African Union of Conservationists

**Richard Mugisha**, Agriprofocus Network

**Rushere Aggrey M.**, Abantu for Development Uganda

#### Private Sector Mechanism

**Ngunyi Steve**, Agribusiness consultant and farmer (livestock), Iconbeane

#### Food and Agriculture Organization

**Castello Massimo**, Deputy FAO Representative

**Okello Beatrice A.A.**, Senior Programme Officer

**Sengendo Stella Nagujja**, Programme Officer for Food Security and Agriculture Livelihoods

#### International Fund for Agricultural Development

**Marini Alessandro**, Country Representative for Uganda and Country Programme Manager for South Sudan

#### Other UN Agencies

**Birungi Nelly**, Nutrition Specialist, UNICEF

**Muwaga Brenda**, Nutrition Specialist, UNICEF

**Turyashemererwa Florence**, World Health Organization

#### Donors

**Fowler Martin**, Agriculture and Livelihoods Advisor, United States Agency for International Development

**Gonzalez Laura**, Feed the Future Coordinator, United States Agency for International Development

## **Washington D.C**

### **Government**

**Chow Jennifer**, Senior Policy Advisor, U.S Agency for International Development

**Hegwood David**, Chief, Global Engagement & Strategy, U.S Agency for International Development

**Lyng Theodore J.**, Director, Office of Global Food Security, U.S Department of State

**O’Flaherty Elle**, Senior Advisor, U.S Department of Agriculture

**Tuminaro John D.**, Senior Food Security Advisor, U.S Department of State

### **Civil Society Mechanism**

**Costello Mary Kate**, Policy Analyst, The Hunger Project

**Hertzler Doug**, Senior Policy Analyst, Action Aid

**Munoz Eric**, Senior Policy Advisor, Oxfam

**Rowe Tonya**, Global Policy Leader, CARE

**Snapley Marilyn**, Policy Advocacy Manager, Inter Action

**Varghese Sherly**, Senior Policy Analyst, Institute for Agriculture and Trade Policy

### **Private Sector Mechanism**

**Medina Helen**, Vice President, Product Policy and Innovation, United States Council for International Business

**Michener Michael**, Director, Multilateral Relations, Crop Life International

**Sevcik Jesse**, Director, Global Government Affairs, Elanco Animal Health

**Trachkenburg Eric**, Director, Food and Agricultural Sector, McLarty Associates

### **Others**

**Dyer Nichola**, Program Manager; Global Agriculture and Food Security Program

**Henas Aira Maria**, Agriculture Economist, Global Engagement Division within the Global Practice, World Bank

**Padua Astrid de**, Representative of the Diplomatic Corporation; Focal point for FAO at the German Embassy

### **Other interviews not attached to missions**

**Arnott Sheri**, Director, Food Assistance Branch, Policy and Strategy, World Vision International

**Blaylock Jean**, Policy Officer, Global Justice Now

**Ferrante Andrea**, Member of Food Sovereignty Movement, Via Campesina

**Fracassi Patrizia**, Senior Nutrition Analyst and Policy Advisor, SUN Secretariat

**Garrett James**, Senior Research Fellow, Biodiversity, International Food Policy Research Institute

**Giyose Boitshepo**, Senior Nutrition Officer for Policy and Programmes in the Nutrition division, Food and Agriculture Organization

**Haddad Lawrence**, Senior Researcher and Global Nutrition Lead, International Food Policy Research Institute

**Hitchman Judith**, President, Urgenci

**Kennedy Eileen**, Professor, Tufts University and HLPE Steering Committee

**Lasbennes Florence**, Director, Scaling Up Nutrition Secretariat

**Leather Chris**, Independent consultant; former member of CSM and CFS Advisory Group

**Monslave Sofia**, Food First Information and Action Network

**Murphy Sophia**, Member of High-Level Panel of Experts Steering Committee

**Neufeld Lynnette**, Director of Monitoring, Learning and Research, Global Alliance for Improved Nutrition

**Pinstrup-Andersen Per**, Professor Emeritus; former Chair of High-Level Panel of Experts

**Piwoz Ellen**, United Nations Standing Committee on Nutrition

**Prato Stefano**, Civil Society Mechanism (Western Europe)

**Walters Nancy**, Lead for SUN and REACH, World Food Programme

**Willnet Walter**, Professor of Epidemiology and Nutrition, Harvard University